



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

Bruxelles, le 19 mars 2007

**16454/2/06
REV2**

**CRIMORG 196
COPEN 128
EJN 32
EUROJUST 55**

DÉCLASSIFICATION

du document:	16454/1/06 REV1 RESTREINT UE
en date du:	3 janvier 2007
nouvelle classification:	sans classification

Objet: rapport d'évaluation sur la quatrième série d'évaluations mutuelles
"l'application pratique du mandat d'arrêt européen et des procédures
correspondantes de remise entre états membres" rapport sur la Belgique

Les délégations trouveront ci-joint la version déclassifiée du document cité en objet.

Le texte de ce document est identique à celui de la version précédente.

RESTREINT UE



**COUNCIL OF
THE EUROPEAN UNION**

Brussels, 3 janvier 2007

**16454/1/06
REV 1**

RESTREINT UE

**CRIMORG 196
COPEN 128
EJN 32
EUROJUST 55**

**RAPPORT D'ÉVALUATION SUR
LA QUATRIÈME SÉRIE D'ÉVALUATIONS MUTUELLES
"L'APPLICATION PRATIQUE DU MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN ET
DES PROCÉDURES CORRESPONDANTES DE REMISE
ENTRE ÉTATS MEMBRES"**

RAPPORT SUR LA BELGIQUE

RESTREINT UE

TABLE DES MATIÈRES

1.	INTRODUCTION	3
2.	LES AUTORITÉS ET LA BASE JURIDIQUE	4
3.	ORGANISATION ET PRATIQUES - RÔLE DE L'ÉTAT MEMBRE D'ÉMISSION	9
4.	ORGANISATION ET PRATIQUES - RÔLE DE L'ÉTAT MEMBRE D'EXÉCUTION	25
5.	FORMATION	41
6.	POINT DE VUE DE LA DÉFENSE	41
7.	CONCLUSIONS	43
8.	RECOMMANDATIONS	51

ANNEXES

ANNEX A: Schéma relatif à la procédure d'exécution d'un MAE	55
ANNEX B: Statistiques	57
ANNEXE C: Programme des visites	59
ANNEXE D: Liste des personnes interrogées	60
ANNEXE E: Liste des abréviations/glossaire des termes	62
ANNEXE F: Motifs de refus concernant la remise	63

1. INTRODUCTION

1.1. Suite à l'adoption de l'action commune du 5 décembre 1997, un mécanisme d'évaluation de l'application et de la mise en œuvre au plan national des engagements internationaux en matière de lutte contre la criminalité organisée a été mis en place.

1.2. Après avoir examiné une proposition présentée par la présidence luxembourgeoise concernant le thème de la quatrième série d'évaluations mutuelles¹, le Groupe multidisciplinaire "Criminalité organisée" (GMD) a adopté, lors de sa réunion du 11 juillet 2005, le thème proposé, à savoir "l'application pratique du mandat d'arrêt européen et des procédures correspondantes de remise entre États membres". Il a également été convenu lors de la réunion du GMD du 11 juillet que le questionnaire d'évaluation devait être élaboré par la présidence britannique.

1.3. Des experts possédant une solide connaissance pratique du mandat d'arrêt européen ont été nommés par les États membres conformément à une demande écrite adressée aux délégations par le président du GMD le 9 septembre 2005.

1.4. Lors de sa réunion du 28 octobre 2005, le GMD a approuvé le questionnaire d'évaluation destiné à la quatrième série d'évaluations mutuelles. Les objectifs de l'exercice d'évaluation et le questionnaire figurent dans le document 14272/05 CRIMORG 131 COPEN 175 EJM 57 EUROJUST 77.

1.5. Lors de sa réunion du 28 octobre 2005, le GMD a également examiné et approuvé le document 13824/05 fixant l'ordre révisé des visites d'évaluation mutuelle. La Belgique est le troisième État membre à être évalué dans le cadre de la quatrième série d'évaluations.

¹ Document 9602/05 - Débat d'orientation sur un exercice proposé d'évaluation mutuelle.

RESTREINT UE

1.6. Les experts qui ont été chargés de procéder à cette évaluation sont: Bertrand CHARPENTIER (avocat général, parquet général de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence, France), Nadia PLASTINA (magistrate, Chef du Bureau de coopération judiciaire internationale, ministère de la justice, Italie), Martine SOLOVIEFF, 1er avocat général, parquet général auprès de la Cour supérieure de justice Luxembourg), ainsi que le Secrétariat général du Conseil. Deux observateurs étaient aussi présents: Anne DELAHAIE (Eurojust) et Caroline MORGAN (Commission européenne).

1.7. Le présent rapport a été élaboré par l'équipe d'experts avec l'aide du Secrétariat du Conseil, sur la base des conclusions résultant de la visite d'évaluation qui a eu lieu du 19 au 22 juin 2006 et des réponses détaillées et utiles apportées par la Belgique au questionnaire d'évaluation, ainsi qu'à une demande écrite d'informations complémentaires.

1.8. Le rapport ne fait de distinction entre les procédures aux fins de poursuites et celles en matière d'exécution d'une condamnation que dans la mesure où il existe une divergence de pratique entre les deux procédures.

1.9. L'objectif primordial de l'équipe d'experts était d'évaluer les différentes procédures mises en œuvre et rencontrées en pratique par la Belgique tant dans son rôle d'État membre d'émission que dans celui d'État membre d'exécution, afin d'évaluer les dispositions correspondantes en matière de formation et le point de vue de la défense, avant de conclure et de formuler les recommandations jugées appropriées pour améliorer les moyens permettant de rationaliser et d'améliorer davantage le mandat d'arrêt européen et les procédures correspondantes de remise entre États membres.

2. LES AUTORITÉS ET LA BASE JURIDIQUE

La procédure du mandat d'arrêt européen s'est intégrée dans le système judiciaire belge qui le traite selon une procédure décentralisée.

En général, le système est organisé, pour ce qui concerne la compétence territoriale, en 5 ressorts de Cour d'appel et 27 arrondissements judiciaires où les autorités judiciaires et le ministère public exercent les fonctions attribuées par la loi. Le parquet fédéral a été créé avec une compétence sur l'ensemble du territoire belge, pour la coordination et l'exercice limité à certaines infractions de l'action publique, et assume en outre un rôle de coordination et de facilitation de l'entraide judiciaire internationale pour toutes les infractions pénales.

2.1. LES AUTORITÉS

Conformément aux dispositions normatives belges, les principaux acteurs qui jouent un rôle dans le cadre du mandat d'arrêt européen sont:

- Le *juge d'instruction* qui est l'autorité habilitée à émettre un mandat d'arrêt européen dans le cadre de poursuites (article 32, paragraphe 1, de la loi du 19.12.2003 transposant la décision-cadre sur le mandat d'arrêt européen).

Deux cas particuliers méritent d'être mentionnés à cet égard. En cas de renvoi avec détention par la Chambre du Conseil devant le tribunal correctionnel, il appartiendra au ministère public, dans le cadre de sa mission générale d'exécution des décisions de justice, d'émettre un mandat d'arrêt européen et ce, même si la personne est recherchée aux fins de poursuites (le juge d'instruction n'étant alors plus compétent). La loi belge ne couvre pas ce cas particulier, mais cette interprétation est maintenant communément approuvée parmi les praticiens du droit.

Le même raisonnement a été appliqué dans une affaire entre la Pologne et la Belgique, où le Procureur du Roi a valablement émis le mandat d'arrêt européen en exécution d'une décision d'arrestation découlant d'une ordonnance du juge de la jeunesse. La décision d'émettre le mandat d'arrêt européen a été prise en raison des faits particulièrement graves reprochés à l'encontre d'un mineur de plus de 16 ans (meurtre) qui justifiaient un probable dessaisissement du juge de la jeunesse au profit des juridictions de droit commun.

Le juge d'instruction a aussi compétence dans la procédure d'exécution d'un MAE pour la décision sur la privation de liberté et sur l'existence d'une cause manifeste de refus.

- Le *procureur du Roi*¹ qui est l'autorité habilitée à émettre un mandat d'arrêt européen dans le cadre de l'exécution d'une condamnation (article 32, paragraphe 1, de la loi du 19.12.2003 transposant la décision-cadre sur le mandat d'arrêt européen) et qui défend les intérêts de l'autorité belge d'émission d'un MAE .

Le ministère public, autorité d'exécution :

¹ Cette expression couvre par extension: le procureur du Roi (au niveau du tribunal correctionnel, du tribunal de la jeunesse et du tribunal de police), le procureur général (au niveau de la Cour d'appel), le procureur fédéral (compétent sur l'ensemble du territoire de la Belgique dans les conditions déterminées par la loi).

RESTREINT UE

- peut être destinataire d'un MAE;
- exerce tous les moyens de recours prévus par la loi;
- est compétent en cas de consentement à la remise;
- est responsable de la remise effective.

En ce qui concerne le *parquet fédéral*, un rôle de soutien aux autorités judiciaires belges concernées par un MAE lui est conféré dans le cadre de sa mission de facilitation de la coopération internationale, notamment en aidant à résoudre des problèmes pratiques par voie de contacts directs avec les autorités judiciaires étrangères. De même, en tant que point de contact du Réseau judiciaire européen, le parquet fédéral peut être contacté afin d'identifier l'autorité judiciaire compétente à laquelle le mandat doit être adressé. En outre, le parquet fédéral dispose également de compétences particulières dans l'application de la loi relative au MAE, c'est-à-dire en cas de dépassement des délais d'exécution, de concours entre plusieurs MAE ou de conflit entre un MAE et une demande d'extradition.

Deux magistrats du parquet fédéral ont également été désignés comme correspondants nationaux d'Eurojust, l'un en matière de terrorisme, l'autre pour toutes les autres matières.

- La *Chambre du Conseil* et la *Chambre des mises en accusation* qui sont les autorités désignées pour décider de l'exécution du mandat d'arrêt européen, conformément à leurs compétences respectives.
- Le *Service public fédéral Justice* (SPF Justice, nouvelle dénomination du ministère de la justice) qui a compétence pour recevoir et statuer sur les demandes de transit (article 40 de la loi relative au MAE) intervient également en cas de conflit entre un mandat d'arrêt européen et une demande d'extradition (article 30 de la loi relative au MAE). Il n'est pas désigné comme canal obligatoire pour la transmission des mandats d'arrêt européens.
Le *SPF Justice* a également un rôle à jouer dans la procédure d'exécution de la garantie de retour des ressortissants ou résidents belges pour l'exécution de leur peine en Belgique.

RESTREINT UE

Pour le reste, le *SPF Justice* joue exclusivement un rôle de soutien: il assiste, à leur demande, les autorités judiciaires compétentes pour l'exécution de la loi (par exemple, le *SPF Justice*, en tant que point de contact du Réseau judiciaire européen, peut être contacté pour identifier l'autorité étrangère compétente à laquelle le mandat d'arrêt doit être adressé; il peut également fournir des avis sur l'interprétation de la loi).

Le *SPF Justice* a aussi un rôle à jouer dans l'établissement de statistiques¹. Conformément à la circulaire ministérielle relative au MAE, les autorités judiciaires compétentes doivent veiller à informer le *SPF Justice* de toute procédure d'exécution ou d'émission d'un MAE en Belgique. Cependant, cette obligation reste encore méconnue des autorités judiciaires et des efforts doivent être faits en vue d'assurer une information complète et précise.

- *Direction de la collaboration policière opérationnelle (DSO) - Section "Signalements internationaux" (SIG)*. Au sein de cette direction, la *cellule AEL* ("Arrestations, extraditions, localisations") et le *service juridique* gèrent les signalements SIS et la préparation des dossiers d'émission ou d'exécution d'un MAE (introduction, modification des signalements des personnes recherchées en vue d'arrestation ou de localisation, vérification de l'existence de plusieurs demandes, échéances et validité des signalements, contrôle des conditions de forme du MAE, etc.).
- *FAST* (Fugitive Active Search Team). Cette unité a été créée en 2000 pour la recherche des fugitifs aux fins de poursuites ou pour l'exécution de peines. Elle a un rôle opérationnel dans la localisation et l'arrestation des personnes concernées par un MAE. L'unité *FAST* travaille en étroite collaboration avec les parquets et la police fédérale. Elle peut faire usage, depuis une loi récente, de techniques policières spéciales, telles que l'observation policière, sans pouvoir cependant recourir ni à des écoutes ni à des repérages téléphoniques. L'unité *FAST* a développé depuis 2000 une expertise et des capacités opérationnelles remarquables qui se sont révélées très efficaces dans l'application du MAE.

¹ Loi du 19 décembre 2003 relative au mandat d'arrêt européen.

RESTREINT UE

2.2. LA BASE JURIDIQUE

- Loi du 19 décembre 2003 relative au mandat d'arrêt européen, qui transpose la décision-cadre 2002/584/JAI.

La Belgique, en vertu de cette loi, applique le mandat d'arrêt européen à l'arrestation et à la remise de toute personne depuis le 1^{er} janvier 2004 dans ses relations avec les autres États membres de l'Union européenne, peu importe la date de commission des faits.

- Loi du 15 mars 1874 sur les extraditions et les conventions d'extradition. Cette loi remplacée par la loi du 19 décembre 2003, reste applicable à titre transitoire pour la remise à la Belgique de personnes:
 - a) recherchées pour des faits commis avant le 1^{er} novembre 1993 et arrêtées en France;
 - b) recherchées pour des faits commis avant le 7 août 2002 et arrêtées en Autriche ou en Italie.

Il est à noter que ces trois pays sont expressément visés par la loi relative au mandat d'arrêt européen. Aucune disposition juridique ne précise l'attitude que la Belgique doit adopter à l'égard d'autres pays qui ont fait une déclaration postérieure au titre de l'article 32 de la décision-cadre. Vis-à-vis de ces Etats, il convient donc de s'en remettre à la jurisprudence.

- Circulaire ministérielle du 8 août 2005 relative au mandat d'arrêt européen. Elle contient des directives pour remplir le formulaire du MAE ou, d'une manière plus générale, pour l'application du MAE.
- Loi du 23 mai 1990 sur le transfèrement interétatique des personnes condamnées, la reprise et le transfert de la surveillance de personnes condamnées sous condition ou libérées sous condition ainsi que la reprise et le transfert de l'exécution de peines et de mesures privatives de liberté, modifiée par la loi du 26 mai 2005.
- Loi du 19 juin 1990 transposant la convention du Conseil de l'Europe du 21 mars 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées, faite à Strasbourg, et son protocole du 18 décembre 1997, et accord du 25 mai 1987 relatif à l'application entre les États membres des Communautés européennes.

RESTREINT UE

- Loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.
- Loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive (publiée au *Moniteur belge* le 14 août 1990).

3. ORGANISATION ET PRATIQUES - RÔLE DE L'ÉTAT MEMBRE D'ÉMISSION

La loi belge transposant la décision-cadre relative au MAE a opté pour un système décentralisé. Au moment de l'évaluation, le SPF a regretté de ne pas disposer d'informations exhaustives et de données statistiques complètes concernant le nombre de MAE émis, reçus, exécutés ou refusés par la Belgique en 2005 et 2006. Il a annoncé des initiatives visant à améliorer la situation en matière de statistiques et à résoudre les difficultés rencontrées au niveau national.

Le SPF Justice a été informé de 212 mandats d'arrêt européens émis par les autorités belges en 2005.

3.1. LA DÉCISION D'ÉMISSION

La décision d'émettre un mandat d'arrêt européen relève de l'appréciation discrétionnaire de l'autorité judiciaire compétente.

Conformément aux dispositions normatives belges en matière de mesures restrictives de la liberté individuelle, les autorités judiciaires -en émettant un mandat d'arrêt européen- doivent tenir compte de certaines conditions préalables selon qu'il s'agit de poursuites ou de l'exécution d'une condamnation.

RESTREINT UE

Dans l'hypothèse où la personne est recherchée aux fins de poursuites, le mandat d'arrêt européen doit respecter les conditions fixées par la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive¹. Dans le cadre d'une procédure d'exécution d'une condamnation, toute personne n'ayant pas purgé, sans raisons légales, la peine à laquelle elle a été condamnée est susceptible de faire l'objet d'un mandat d'arrêt européen, sous réserve du seuil de peine requis par la décision-cadre.

La recherche de personnes condamnées est limitée dans les faits par une circulaire concernant les signalements Schengen, qui impose un seuil de peine d'un minimum de 2 ans (restant à purger c'est-à-dire après déduction de la peine déjà subie).

S'agissant de l'exécution des peines, le Collège des procureurs généraux a décidé, avec une circulaire datant de 1999 toujours d'application, que les peines en dessous du seuil de 2 ans ne devraient pas faire l'objet d'une demande d'extradition ou d'un signalement SIS étant donné que ces peines au plan interne ne seraient pas portées à exécution. Il reste cependant possible de déroger à ce critère lorsque les circonstances le justifient, par exemple, l'évasion d'un détenu (à qui il resterait une peine inférieure à 2 ans à purger) condamné pour des faits particulièrement graves.

Pendant l'évaluation, le parquet de Nivelles a cependant déclaré qu'il exécutait des peines égales ou supérieures à 4 mois.

3.2. VÉRIFICATION DE L'EXISTENCE ÉVENTUELLE DE PLUSIEURS DEMANDES

Il ressort des entretiens qui ont eu lieu pendant les visites d'évaluation qu'il n'existe pas en Belgique de système ou de procédure systématique permettant à l'autorité judiciaire d'émission de déterminer si d'autres mandats d'arrêt européens, signalements Interpol ou signalements en vertu de l'article 95 ont déjà été émis ou sont en attente en ce qui concerne la personne recherchée.

¹ Conformément à l'article 16 de la loi sur la détention préventive, le juge d'instruction peut délivrer un mandat d'arrêt lorsque les conditions suivantes sont réunies: 1) l'existence d'indices sérieux de culpabilité; 2) l'absolue nécessité pour la sécurité publique (pour les faits passibles d'une peine ne dépassant pas 15 ans de réclusion, le constat de l'absolue nécessité pour la sécurité publique doit s'accompagner de la réalisation d'une des 3 conditions suivantes: le danger de récidive, la crainte de fuite et le risque de disparition des preuves ou de collusion avec des tiers); 3) le fait doit être de nature à entraîner pour l'inculpé un emprisonnement d'un an ou une peine plus grave.

RESTREINT UE

L'autorité judiciaire d'émission, qui n'a pas d'accès direct au SIS, a toutefois la possibilité de demander des informations au bureau SIRENE/INTERPOL¹ ou à tout autre service de police ayant un accès à la banque nationale générale de données policières (BNG).

Lors de la demande de signalement, l'autorité d'émission sera automatiquement informée par le bureau SIRENE/INTERPOL de tout signalement préexistant concernant la personne recherchée, pour la simple raison qu'il est techniquement impossible d'introduire plus d'un signalement pour une même personne dans le SIS. Un nouveau signalement est néanmoins établi manuellement par le bureau SIRENE/INTERPOL et pourra ainsi être transmis, dès l'interception, conjointement avec les autres signalements préexistants au bureau SIRENE du pays où la personne a été localisée.

L'autorité d'émission (qui a introduit le dernier signalement) est donc avertie de l'existence des signalements préexistants. En revanche, l'autorité d'émission belge ou étrangère qui a introduit le (ou les) premier(s) signalement(s) n'est pas automatiquement tenue au courant des demandes ultérieures de signalements. Cette information peut toutefois lui être communiquée à leur demande ou après interception de la personne recherchée.

Des statistiques plus ou moins complètes n'existent qu'auprès du bureau SIRENE, pour autant que les mandats d'arrêt européens aient fait l'objet d'un signalement.

Lors de la réception d'un MAE émis par les autorités judiciaires belges, des recherches dans la base de données BNG sont aussi faites afin de vérifier l'existence d'enquêtes ultérieures en cours, de condamnations ou de poursuites au niveau national concernant la personne recherchée.

En effet, les autorités judiciaires d'émission, soit le juge d'instruction soit le procureur du Roi, ne disposent pas de bases de données judiciaires nationales, sauf le casier judiciaire national où seules les condamnations sont enregistrées².

¹ En Belgique, le même service a été désigné en tant que bureau SIRENE et bureau national INTERPOL.

² Au niveau des parquets, les procureurs ont accès à un système intranet où tous les dossiers traités par le parquet sont enregistrés.

RESTREINT UE

Toute vérification faite par le bureau SIRENE est effectuée par la cellule AEL dès réception de la requête. La cellule, composée de deux policiers et dix employés civils, bénéficie du soutien d'un service juridique et d'une permanence (dix-neuf personnes) qui fonctionne 24 h/24. Outre les moyens informatiques de recherche, la cellule dispose d'archives papier où tous les dossiers Interpol et Schengen sont classés par pays et par ordre alphabétique. Des archives électroniques qui devraient faciliter les recherches sont à l'étude et, au moment de l'évaluation, on estimait que le système devrait être mis en place en 2007.

3.3. MODALITÉS POUR REMPLIR LES FORMULAIRES/DOCUMENTS JUDICIAIRES

La loi belge transposant le MAE (article 2, paragraphe 4) dispose que le mandat d'arrêt européen, pour être valable, doit contenir les informations énumérées au paragraphe 4, c'est-à-dire les mêmes que celles figurant dans la décision-cadre. En effet, la loi prévoit que les autorités judiciaires belges utilisent pour l'émission d'un MAE le formulaire adopté par le Conseil de l'Union européenne, annexé à la loi.

Au niveau interne, des directives particulières relatives à l'utilisation du formulaire figurent dans la circulaire ministérielle concernant l'application de la loi relative au mandat d'arrêt européen¹. À cet égard, il faut signaler que la circulaire n'a pas un statut juridique ou normatif obligatoire et qu'elle n'est contraignante que pour le ministère public, le juge d'instruction et la Chambre du Conseil n'étant pas tenus de l'appliquer.

Sur la base de ladite circulaire, il est recommandé aux autorités judiciaires belges de s'en tenir aux prescriptions et aux critères suivants:

- *conformément à la décision-cadre, la loi belge n'exige pas la transmission d'autres documents que le formulaire du mandat d'arrêt européen; par exemple, celui-ci doit être adressé à l'autorité d'exécution en l'état, sans qu'il soit nécessaire d'y joindre la décision interne qui lui sert de base;*

¹ Circulaire ministérielle du 8 août 2005 relative au mandat d'arrêt européen.

RESTREINT UE

- *un seul mandat d'arrêt européen doit être émis par personne mais un seul mandat d'arrêt européen peut être émis à l'encontre d'une même personne pour plusieurs infractions. Le critère à retenir est le suivant: un seul mandat d'arrêt européen par dossier ou saisine. Lorsque plusieurs infractions sont retenues à charge de l'inculpé, un système de numérotation des infractions est recommandé;*
- *le cas échéant, s'il s'avère que la personne concernée est poursuivie ou condamnée dans d'autres dossiers, dans le même ou dans un autre arrondissement judiciaire, deux ou plusieurs mandats d'arrêt européens devront être rédigés et envoyés conjointement;*
- *il est recommandé d'être le plus complet possible, spécialement dans la description des faits fondant le mandat d'arrêt européen, afin de prendre en compte le principe de spécialité;*
- *si une rubrique du formulaire n'est pas pertinente pour le cas d'espèce concerné, il faut clairement le mentionner, en indiquant "sans objet";*
- *dans le cas d'une personne condamnée par défaut, une attention particulière doit être accordée à la rédaction de la garantie précisant que la personne disposera de la possibilité de faire opposition en Belgique et d'être jugée en sa présence (cadre d) du formulaire).*

Étant donné la décentralisation du traitement des cas individuels d'application du régime du mandat d'arrêt européen et l'absence d'interprétation commune au niveau national ou régional en ce qui concerne les éléments prédéterminés du formulaire (par exemple, définitions des infractions), il peut arriver que les pratiques divergent d'un parquet à l'autre. Par exemple, nonobstant les prescriptions de la circulaire, dans le cas d'un évadé purgeant plusieurs peines, certains parquets émettent un mandat d'arrêt européen par condamnation, d'autres émettent un seul mandat d'arrêt européen regroupant les différentes condamnations.

Pour les MAE envoyés par l'intermédiaire du SIS, des contrôles sur les conditions de forme du MAE (le formulaire est-il bien rempli, toutes les informations requises sont-elles insérées, reformulation de manière claire des parties qui ne sont pas compréhensibles, calcul de la prescription, etc.) sont effectués par le service juridique du DSO dans sa fonction de soutien aux autorités belges d'émission.

RESTREINT UE

Le SPF Justice avait, au moment de l'évaluation, connaissance de deux MAE belges qui n'avaient pas été exécutés en raison de difficultés liées à la rédaction du formulaire et d'exigences de certains États membres. Ainsi, des obstacles ont été rencontrés avec l'Irlande et le Royaume-Uni, où le système de *common law* exige une description détaillée des faits afin que le seuil pour la privation de liberté et pour la remise soit atteint. Dans un dossier avec l'Irlande, cinq versions du mandat d'arrêt européen ont dû être rédigées, avant que la personne concernée, d'origine russe, soit finalement rapatriée vers son pays d'origine rendant la remise à la Belgique impossible. Avec le Royaume-Uni, le mandat d'arrêt européen a dû être rédigé trois fois avant d'être accepté, la remise a cependant finalement été refusée sans que le motif en soit communiqué.

Dans la plupart des cas, néanmoins, les corrections ou les ajouts au mandat d'arrêt européen initial ont pu être acceptés.

3.4. PARTIES DEMANDERESSES/PROCÉDURE

Comme déjà mentionné aux points 2.1 et 3.1, la décision d'émettre un mandat d'arrêt européen relève de l'appréciation discrétionnaire de l'autorité judiciaire compétente et la procédure d'émission doit respecter les conditions substantielles et formelles prévues par le droit interne belge.

Dans la pratique, le juge d'instruction, en cas de poursuites, et le ministère public, en cas d'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté, émettent les MAE.

Concernant la procédure, il est prévu que l'original du MAE soit émis en trois exemplaires (le premier à conserver par l'autorité d'émission, le deuxième destiné aux archives du bureau SIRENE (si l'autorité d'émission ne décide pas de l'insérer dans le système SIS), le troisième destinée l'autorité d'exécution,). Une copie du MAE est destinée au SPF Justice pour information et établissement de statistiques.

3.5. TRADUCTION DU MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN

Le mandat d'arrêt européen est traduit dans l'une des langues acceptées par l'autorité d'exécution, conformément aux déclarations faites par les États quant à la ou aux langues officielles ou langues acceptées par eux.

Généralement, la traduction est effectuée après l'arrestation de la personne, parfois même au stade de la localisation. Pour certains États qui exigent la traduction du mandat d'arrêt européen dans des délais extrêmement brefs, l'autorité belge d'émission a parfois préféré anticiper et demander une traduction préalable dans la langue de l'État où la personne était supposée se trouver.

Dans un cas avec la Pologne, qui exige l'envoi du mandat d'arrêt européen traduit en polonais dans les 48 heures, des problèmes ont été rencontrés en raison de l'impossibilité de respecter un délai aussi court. La libération de la personne a pu être évitée grâce à l'intervention de l'officier de liaison belge à Varsovie.

3.6. TRANSMISSION DU MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN

L'article 33 de la loi belge transposant le MAE n'a pas prévu de canaux de transmission obligatoires ou privilégiés pour les mandats. En effet, les autorités judiciaires d'émission ont la possibilité de choisir, en fonction de la particularité de chaque cas, la façon la plus rapide et la plus simple de faire parvenir le mandat d'arrêt européen à l'autorité d'exécution.

En cas de localisation certaine ou présumée de la personne recherchée, le mandat d'arrêt européen est transmis directement à l'autorité d'exécution. Parfois, la transmission est confirmée par l'envoi d'un mandat d'arrêt européen via SIRENE ou Interpol.

RESTREINT UE

Au cas où la localisation de la personne recherchée est inconnue ou lorsque la personne est localisée dans un des nouveaux États membres de l'Union européenne¹, le service DSO de la police fédérale utilise le canal Interpol et, en tout cas, double automatiquement un signalement Interpol d'un signalement correspondant Schengen. À cet égard, la circulaire ministérielle citée recommande aux autorités d'émission de rédiger un MAE dans tous les cas où la personne recherchée est susceptible d'être interpellée dans un pays de l'Union européenne.

Dans la pratique, le SIS constitue un canal très fréquemment utilisé.

Afin d'identifier l'autorité judiciaire d'exécution, conformément à l'article 33, paragraphe 4, de la loi, les recherches nécessaires peuvent être effectuées par le biais des points de contact du Réseau judiciaire européen (au sein du parquet fédéral et du SPF Justice). En fait, l'autorité d'émission est libre de recourir à tout autre moyen de recherche dont elle a connaissance, notamment contacts professionnels (par exemple, l'unité FAST entretient des contacts réguliers avec ses homologues à l'étranger), officiers de liaison, Bureau SIRENE, Atlas du Réseau judiciaire européen, fiches "françaises", etc.

À ce sujet, l'expérience des praticiens belges a montré que l'apport du réseau judiciaire européen, des officiers de liaison et des fiches "françaises" établies par les États membres contribue à faciliter la recherche.

Quel que soit le système de transmission utilisé, lorsque la personne recherchée est arrêtée dans un État membre, la circulaire ministérielle recommande aux autorités d'émission de transmettre l'original du MAE accompagné d'une traduction officielle dans le délai -variable d'un État à l'autre- requis par l'État d'exécution.²

¹ Dans ce cas, le signalement via Interpol est effectué sur la base d'un MAE. Cette procédure de transmission sera utilisée jusqu'à ce que les dix nouveaux États membres aient accès au SIS.

² Pour faciliter le travail des autorités d'émission, un tableau récapitulatif des délais requis par chaque État membre et des langues acceptées est annexé à la circulaire.

RESTREINT UE

3.7. QUESTIONS SOULEVÉES CONCERNANT LES ÉTATS MEMBRES D'EXÉCUTION ET LES CANAUX DE COMMUNICATION UTILISÉS

Les entretiens avec les praticiens belges qui ont eu lieu pendant la visite d'évaluation ont mis en évidence que les problèmes ont pu être le plus souvent résolus (y compris en renonçant à la procédure du MAE) par la fourniture de renseignements complémentaires, par l'ajout de nouvelles mentions dans le formulaire, par l'audition de la personne à remettre au moyen d'une demande d'entraide judiciaire et la dénonciation des faits à l'État d'exécution, et exceptionnellement par l'intervention d'Eurojust.

Il est à noter que la concertation avec les autorités de l'État d'exécution s'effectue soit directement, éventuellement par l'intermédiaire du parquet fédéral, soit par l'intermédiaire des services de police (souvent par l'intervention de l'officier de liaison). Eurojust n'a jamais été associé.

Le parquet fédéral est régulièrement contacté par les autorités judiciaires nationales ou étrangères, vu son rôle spécifique en matière de facilitation de la coopération judiciaire internationale. Des rencontres bilatérales au niveau des procureurs généraux ont parfois lieu afin de discuter des éventuels problèmes de coopération et de trouver des solutions appropriées.

En général, les communications se font par téléphone, fax, email ou simple échange de lettres, soit directement, soit par l'intermédiaire des services de police. La pratique met en évidence des réponses écrites et l'envoi de copies de documents supplémentaires (jugements, législations, etc.) à la demande de l'autorité d'exécution. Généralement, une traduction dans la (les) langue(s) officielle(s) de l'État d'exécution est aussi faite.

3.8. DEMANDES D'INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES PRÉSENTÉES PAR LES ÉTATS MEMBRES D'EXÉCUTION

Les autorités judiciaires interrogées ont signalé des cas où des demandes d'informations complémentaires étaient formulées.

RESTREINT UE

Dans la plupart des cas, les demandes d'informations complémentaires concernent les voies de recours susceptibles d'être exercées à l'égard des jugements par défaut et les garanties liées à l'exécution de la peine dans le pays d'origine. Il s'agit parfois de précisions quant à l'exposé des faits (degré de participation de l'intéressé, clarifications concernant le lieu et le temps, conformité avec la qualification légale des faits) ou de demandes portant sur l'envoi de documents supplémentaires (mandat d'arrêt interne ou jugement sur lequel se fonde le mandat d'arrêt européen). La traduction de ces documents peut poser problème dans le cas où il s'agit par exemple d'un jugement volumineux. La Belgique suggère dans de tels cas de ne traduire que le dispositif du jugement.

En particulier, le Royaume-Uni et l'Irlande ont formulé des demandes de précisions quant au degré de participation de la personne par rapport à la description des faits. Les Pays-Bas, spécialement lorsque la demande de remise concerne l'un de leurs propres ressortissants, ont eu de très grandes exigences par rapport à la description des faits et au degré de participation de la personne dans l'organisation criminelle.

Un cas particulièrement critique avec les Pays-Bas a été mentionné lors de la visite d'évaluation, dans lequel le juge d'instruction en charge de l'affaire a préféré renoncer à la remise de la personne tellement la procédure avait semblé longue et difficile, en raison du nombre de demandes d'informations supplémentaires.

3.9. RÉGIME JURIDIQUE APPLICABLE AU RETOUR DE RESSORTISSANTS EN VUE DE L'EXÉCUTION D'UNE CONDAMNATION

Pour ce qui concerne le régime juridique applicable, le cas échéant, au renvoi des ressortissants de l'État d'exécution vers cet État pour l'exécution d'une peine prononcée par l'État d'émission, le transfèrement ultérieur du condamné s'effectue en conformité de la loi du 23 mai 1990 relative au transfèrement interétatique de détenus¹.

¹ Loi du 23 mai 1990 sur le transfèrement interétatique des personnes condamnées (publiée au *Moniteur belge* le 20.7.1990). Cette loi assure la mise en conformité du droit belge avec les dispositions de la convention européenne du 21 mars 1983 relative au transfèrement interétatique des personnes condamnées.

RESTREINT UE

Les experts ont constaté que l'application de la convention de 1983 comme solution pour assurer les garanties de retour de ressortissants a été choisie par certains États membres en raison de lacunes dans la décision-cadre¹ sur ce point.

En Belgique, l'autorité centrale d'entraide judiciaire internationale en matière pénale du SPF Justice autorise, cas par cas, les autorités judiciaires belges compétentes à notifier les garanties suffisantes pour assurer aux États d'exécution que leurs propres ressortissants condamnés seront renvoyés pour l'exécution de leur peine.

Lorsque la demande de transfèrement est formulée par l'intéressé, celle-ci est accordée d'office, selon une procédure accélérée. Mais l'accord de l'intéressé reste une condition de son transfèrement ultérieur vers son pays d'origine l'absence d'accord de la personne intéressée pouvant empêcher son retour dans son pays d'origine pour l'exécution de sa peine et aller ainsi à l'encontre de la garantie fournie par le SPF Justice.

Deux cas problématiques rencontrés avec l'Allemagne et les Pays-Bas, dans le cadre de l'application de l'article 4, paragraphe 6), de la décision-cadre, ont été signalés à titre d'exemple par la Belgique. Dans le premier cas, les autorités allemandes exigeaient l'envoi d'une requête expresse de reprise d'exécution de la peine afin de leur permettre d'exécuter la peine prononcée à l'encontre d'un de leurs ressortissants; dans l'intervalle la personne recherchée était libérée².

Dans le deuxième cas, il y a un problème général d'interprétation de l'article 4, paragraphe 6), les Pays-Bas ne s'engageant pas à exécuter la peine pour défaut de base conventionnelle (la décision-cadre sur le MAE n'étant pas considérée comme une base juridique appropriée).

¹ L'article 5 de la décision-cadre prévoit la faculté de retour des ressortissants pour l'exécution de la peine, mais est silencieuse sur le point des garanties.

² Cf. Documents du Conseil de l'Union européenne 6993/05 COPEN 47 EJM 13 EUROJUST 13 et 7610/05 COPEN 59 EJM 20 EUROJUST 19. L'interprétation de l'article 4, point 6), de la décision-cadre devrait être de considérer que l'État d'exécution devrait exécuter la condamnation à une peine ou une mesure de sûreté privative de liberté sur la base du MAE et non considérer l'exécution comme une procédure séparée du MAE (dans ce cas, le MAE peut être refusé, la personne peut être libérée parce que la loi nationale prévoit une procédure séparée).

RESTREINT UE

Selon cette interprétation, aucune garantie, aux termes de l'article 4, paragraphe 6), pour l'exécution de la peine de leurs propres ressortissants n'est accordée par les Pays-Bas aux États (comme la Belgique) qui n'ont pas ratifié la Convention européenne sur la valeur internationale des jugements répressifs du 28 mai 1970.

3.10. REMISE DE MINEURS ET GARANTIES CORRESPONDANTES

L'âge requis pour la majorité pénale en Belgique est de 18 ans.

Un mandat d'arrêt ne peut donc pas être décerné à l'encontre des mineurs âgés de moins de 18 ans.

Exceptionnellement, dans des cas graves concernant des mineurs âgés de plus de 16 ans, la loi¹ belge reconnaît qu'ils sont "doli capax" et le droit commun de la détention préventive s'applique au mineur d'âge qui pourra faire l'objet d'un mandat d'arrêt.

3.11. ÉVOLUTION DES MEILLEURES PRATIQUES

Pendant la visite d'évaluation, les experts ont pu apprécier la valeur ajoutée de quelques pratiques mises en place par la Belgique dans les deux premières années d'application du MAE.

En particulier, doit être mentionné l'établissement, à l'initiative du SPF Justice, d'un groupe de travail multidisciplinaire composé de praticiens de divers services (SIRENE-DSO, parquet de Bruxelles, SPF Justice, parquet général de Gand, représentant du juge d'instruction, parquet fédéral) qui ont compétence en matière de MAE. Ce groupe est chargé de discuter des difficultés concrètes rencontrées dans l'application de la loi relative au MAE afin d'y apporter des solutions pratiques et effectives. Le procès-verbal de chaque réunion est distribué aux membres du groupe. Les experts ont jugé cette initiative positive et ont encouragé les praticiens à exploiter au maximum les possibilités ainsi offertes aux fins d'assurer une large diffusion des informations parmi les magistrats.

¹ Loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse (publiée au Moniteur belge le 15.4.1965). En application de l'article 38 de la loi, le tribunal de la jeunesse peut se dessaisir au profit du tribunal correctionnel.

RESTREINT UE

Par ailleurs, les experts ont constaté que la circulaire ministérielle relative au MAE contient des directives ponctuelles et assez détaillées pour remplir le formulaire du MAE, qui constituent un outil utile à la disposition des autorités d'émission. Il est intéressant de mentionner ce que la circulaire précise à propos du principe de reconnaissance mutuelle:

"Le principe de reconnaissance mutuelle découle de l'idée d'un espace de justice commun, englobant le territoire des États membres de l'Union et dans lequel les décisions de justice circuleraient librement.

Traduit en des termes plus concrets, il consiste en ce que, dès lors qu'une décision est prise par une autorité judiciaire qui est compétente en vertu du droit de l'État membre dont elle relève, en conformité avec le droit de cet État, cette décision ait un effet plein et direct sur l'ensemble du territoire de l'Union et que les autorités compétentes de l'État membre sur le territoire duquel la décision peut être exécutée prêtent leur concours à l'exécution de cette décision comme s'il s'agissait d'une décision prise par une autorité compétente de cet État".

Enfin, les experts ont apprécié l'initiative du parquet fédéral de recueillir toutes les décisions rendues en matière de MAE et d'en assurer la diffusion à toutes les juridictions. La mise en place à compter du 23 juin 2006 d'un réseau informatique intranet a été annoncée.

L'existence d'un magistrat de référence pour l'entraide judiciaire internationale au sein de chaque parquet constitue une initiative intéressante qui conduit à une spécialisation utile.

Il est intéressant de mentionner l'initiative du parquet de Gand qui a déjà traduit dans la plupart des langues officielles de l'UE les documents de base et les dispositions légales en rapport avec les procédures par défaut, afin de pouvoir réagir immédiatement à toute demande d'informations complémentaires.

3.12. COMMUNICATIONS GÉNÉRALES AVEC L'ÉTAT MEMBRE D'EXÉCUTION

Les autorités belges jugent la communication de l'information assez sporadique et elles prennent souvent l'initiative de s'informer elles-mêmes de l'état d'avancement des procédures (ou du nombre de jours passés en détention par la personne remise). Une exception à ce constat concerne les parquets (locaux ou généraux) qui entretiennent déjà de bonnes relations avec leurs homologues à l'étranger et qui sont alors informés ponctuellement des différentes étapes de la procédure.

RESTREINT UE

Les moyens de communication utilisés sont le téléphone, le courrier électronique, le fax ou le courrier postal. Parfois, les informations circulent via les canaux de la coopération policière.

3.13. MODALITÉS DE LA REMISE/REMISE TEMPORAIRE

La notification d'une décision de remise d'une personne recherchée se fait généralement par fax, via le canal SIRENE ou par courrier postal.

Pour ce qui concerne le processus de remise physique, il appartient au ministère public de convenir de la date de remise avec l'autorité étrangère compétente. Les modalités pratiques de la remise sont généralement organisées entre les services de police qui assurent la prise en charge effective de la personne. Ces procédures ne diffèrent pas en cas de remise temporaire.

Les autorités belges ont signalé certaines difficultés eu égard à la brièveté du délai (dix jours suivant une décision positive d'exécuter le mandat d'arrêt européen) prévu par la décision-cadre pour la remise effective de l'intéressé.

En particulier, les cas suivants ont été soulignés:

- délai de notification de la décision positive des autorités d'exécution assez long. Il est arrivé, avec l'Espagne et l'Italie, que la transmission ait pris trop de temps¹: les autorités belges étant parfois informées après quatre/cinq jours, en raison d'un week-end, il ne restait plus que quelques jours pour l'organisation pratique de la remise, ce qui était susceptible d'entraîner des surcoûts importants, en raison notamment des prix élevés pratiqués par les compagnies aériennes;
- suspension du délai de dix jours pour force majeure dans certains cas isolés (par exemple, pour cause d'absence de places disponibles sur un vol). À cet égard, la Belgique est favorable à une interprétation large de la possibilité de prolongation du délai de remise effective pour force majeure;

¹ Exemple de circuit de transmission : autorité d'exécution → SIRENE pays étranger → SIRENE Belgique → autorités belges.

RESTREINT UE

- manque de coordination. Dans un cas avec la France, la personne a été conduite à la frontière sans que les autorités belges n'en soient informées dans un délai raisonnable.

Les autorités belges ont souligné certains cas où la remise n'a pas été possible dans le délai imposé de dix jours, mais aucune conséquence grave telle que la libération de la personne n'en a découlé. Les autorités concernées se sont mises d'accord sur une nouvelle date de remise, sans qu'Eurojust n'ait été informé¹.

3.14. MODALITÉS DE LA REMISE DES OBJETS DEMANDÉS/DÉLAIS/GARANTIES

Le SPF Justice n'est pas informé des demandes de saisie et de remise de biens. Il semble cependant qu'il y ait relativement peu de demandes de ce type de la part des autorités belges. Aucun cas problématique n'a en tout cas été rapporté au SPF Justice.

En général, s'agissant de l'admissibilité des preuves ainsi recueillies, la preuve régulièrement obtenue à l'étranger peut être produite devant les juridictions belges.

3.15. CONFLITS ENTRE MANDATS D'ARRÊT EUROPÉENS/DEMANDES D'EXTRADITION/REMISE

- **Concours de mandats d'arrêt européens émis par plusieurs États membres**

Conformément à l'article 29 de la loi belge transposant le MAE, lorsque plusieurs mandats d'arrêt européens ont été émis à l'encontre de la même personne, le parquet fédéral est informé par le procureur du Roi compétent.

¹ Les autorités belges ont l'obligation d'informer Eurojust uniquement dans les cas où elles agissent en tant qu'autorités d'exécution.

RESTREINT UE

Le procureur fédéral peut demander l'avis d'Eurojust sur le choix à opérer. Ceci est d'ailleurs recommandé dans la circulaire du collège des procureurs généraux compte tenu du rôle d' Eurojust¹. C'est à la Chambre du Conseil qu'il appartient de se prononcer dans un délai de quinze jours sur le choix du mandat à exécuter, sur la base de l'avis du procureur fédéral ainsi que d'un certain nombre de facteurs énumérés à titre indicatif dans la loi (gravité et lieu de commission des infractions, dates respectives des mandats d'arrêt européens, fait que le mandat a été émis aux fins de poursuites ou d'exécution d'une peine). D'autres circonstances peuvent être prises en compte tels que l'état d'avancement de la procédure, l'imminence du procès, etc. La priorité à accorder aux différents critères doit être évaluée cas par cas.

Pendant la visite d'évaluation, l'équipe d'experts a été informée qu'aucun cas de concours entre MAE concernant la Belgique comme État d'émission ne s'était présenté jusqu'à alors.

- **Conflit entre un mandat d'arrêt européen et une demande d'extradition**

L'article 30 de la loi belge transposant le MAE prévoit que, compte tenu de la responsabilité de l'exécutif dans les procédures d'extradition, il appartient au ministre de la justice de décider, dans un délai de trente jours, du choix à effectuer en cas de conflit entre un mandat d'arrêt européen et une demande d'extradition.

La décision sur le choix à opérer est prise sur la base de l'avis du procureur fédéral et des observations du juge d'instruction en tenant compte de toutes les circonstances de la cause.

Les délais impartis aux juridictions d'instruction et à la Cour de cassation pour statuer sont suspendus jusqu'à la décision sur le choix de la demande de remise à opérer.

Si la priorité est accordée au mandat d'arrêt européen, il appartient à la Chambre du Conseil de statuer sur l'exécution du mandat d'arrêt européen. Si, dans ce cas, la remise de la personne est finalement refusée, la procédure d'extradition peut être poursuivie.

¹ À ce propos, cf. la Circulaire n° COL 15/2004 du Collège des procureurs généraux près les cours d'appel, du 8 novembre 2004, ayant pour objet la "Coopération internationale en matière pénale - Eurojust", qui recommande au procureur fédéral de demander "systématiquement" l'avis d'Eurojust en cas de concours de mandats d'arrêt européens émis par plusieurs États membres *"puisque Eurojust est entre autres chargée de promouvoir la coordination des enquêtes entre les États membres et en dispose dès lors un aperçu global et que son avis peut par conséquent être extrêmement pertinent"*.

RESTREINT UE

Dans la pratique, il n'y a pas eu de cas de conflit de ce type impliquant la Belgique en tant qu'État d'émission d'un MAE.

3.16. FRAIS

La loi belge transposant la décision-cadre relative au MAE ne contient pas de dispositions concernant les frais.

Les praticiens rencontrés pendant la visite d'évaluation n'ont pas eu de commentaires spécifiques à faire à ce propos.

4. ORGANISATION ET PRATIQUES - RÔLE DE L'ÉTAT MEMBRE D'EXÉCUTION

Pendant la visite d'évaluation, le SPF Justice a fourni des données statistiques relatives à 185 mandats d'arrêt européen reçus en 2005.

4.1. PROCÉDURES DE RÉCEPTION

Conformément au choix du législateur belge de décentraliser le traitement des cas individuels de MAE, l'autorité centrale, désignée en vertu de l'article 7, paragraphe 2, de la décision-cadre relative au MAE, ne constitue pas le canal de transmission obligatoire du mandat d'arrêt européen mais joue un rôle de soutien; les autorités étrangères peuvent s'adresser à l'autorité centrale en vue de déterminer quelle est l'autorité territorialement compétente en Belgique. Si l'autorité centrale reçoit un mandat d'arrêt européen, elle le transmet directement à l'autorité compétente et en informe l'autorité étrangère d'émission.

Un rôle d'intermédiaire dans la réception d'un MAE est aussi attribué au parquet fédéral qui, en fait, reçoit environ 30 MAE par an des autorités étrangères. Ces dossiers ne sont pas traités directement par le parquet fédéral, mais sont transmis aux parquets compétents.

Lorsque la personne a été arrêtée sur la base d'un signalement dans le SIS ou Interpol, le parquet près du tribunal de première instance est compétent pour recevoir le MAE. Lorsque la personne n'a pas été arrêtée mais peut être localisée, le MAE peut être transmis directement au parquet près du tribunal de première instance du lieu de résidence de la personne recherchée.

RESTREINT UE

Selon l'expérience du parquet de Bruxelles, 90 % des transmissions sont faites par le service de signalement Schengen, le reste par envoi direct.

L'article 9 de la loi belge relative au mandat d'arrêt européen permet l'envoi d'un original ou d'une copie conforme. Dans de rares cas, notamment dans les premiers mois d'application de la loi, quelques juges d'instruction belges ont exigé exclusivement l'original. Le plus souvent, la copie conforme transite par le bureau SIRENE.

Le formulaire peut aussi être transmis par fax et/ou par poste. L'envoi par courrier électronique est également valable, ce moyen de communication reste toutefois peu commun dans la pratique.

Les praticiens interrogés pendant l'évaluation ont confirmé qu'ils acceptent généralement de commencer à travailler sur de télécopies lors de la réception du MAE, compte tenu du délai très bref (24 heures après l'arrestation) pour statuer sur la détention provisoire. La Chambre du Conseil du tribunal de Bruxelles a pu accorder la remise sur la base d'une simple télécopie du mandat d'arrêt européen, bien que la loi prévoie, en son article 9, paragraphe 2, la transmission de l'original ou d'une copie certifiée conforme.

Même si la loi belge ne fixe pas de délai pour la réception de l'original ou de la copie conforme du MAE, les délais de la procédure d'exécution imposent que le MAE traduit soit disponible au moment où la personne concernée peut avoir accès à son dossier avant de passer en Chambre du Conseil, soit dans les dix jours suivant l'arrestation. Les autorités rencontrées ont précisé qu'il n'y a pas de sanction en cas de non-respect du délai prévu pour la réception du MAE, la libération de l'intéressé étant laissée à l'appréciation des autorités judiciaires.

4.2. LA FORME DU MANDAT ET LES PROCÉDURES D'EXAMEN

Aucune autre exigence que celle prévue à l'article 9 de la loi belge n'est posée. En principe, il appartient à l'autorité judiciaire d'exécution d'apprécier l'exactitude quant à la forme et au contenu du mandat d'arrêt européen et, en cas de doute, d'effectuer les contrôles adéquats.

Pendant l'évaluation, les experts ont pu apprécier le niveau des vérifications effectuées par le service juridique du DSO et par les autorités judiciaires d'exécution à l'égard de la forme et du contenu de MAE.

RESTREINT UE

Lorsque le bureau SIRENE reçoit un MAE de l'étranger, une série de contrôles et vérifications sont effectués dans le cadre de la préparation du dossier pour l'autorité judiciaire d'exécution:

1. contrôle des banques de données belges par les opérateurs¹;
2. contrôle du service juridique concernant la forme du MAE, notamment afin de vérifier si toutes les données nécessaires figurent dans le formulaire;
3. contrôle du service juridique portant sur la description des faits mentionnés dans le formulaire afin de trouver la qualification légale belge correspondante; demande d'informations supplémentaires à l'autorité d'émission, si nécessaire;
4. contrôle du service juridique sur les causes de refus obligatoires et, le cas échéant, apposition d'un indicateur de validité (*Flag*).

De leur côté, les autorités judiciaires rencontrées, en tant qu'autorités d'exécution, ont confirmé l'attitude consistant à demander des informations supplémentaires en cas de doutes quant à la qualification juridique.

L'analyse des vérifications effectuées en exécutant un MAE a donné lieu à un débat intéressant entre l'équipe d'experts et les praticiens belges, notamment sur les points suivants:

- opportunité des contrôles effectués par le service juridique du DSO à l'égard de la qualification juridique et des causes de refus, les deux impliquant un examen de la substance du MAE (argumentation: c'est à l'autorité d'émission de statuer sur la qualification juridique; l'autorité d'exécution n'ayant pas de pouvoir d'appréciation dans l'esprit du principe de reconnaissance mutuelle). À ce propos, la circulaire ministérielle (p. 9) précise que *"Il appartiendra dès lors à l'autorité judiciaire d'exécution de contrôler que, sur le plan générique, le fait qui est à la base du mandat d'arrêt est un de ceux contenus dans la liste. Elle procédera à cet examen sur la base de l'exposé des faits contenu dans le formulaire du mandat d'arrêt européen. Dès lors que l'autorité judiciaire d'exécution aura constaté que le fait est bien couvert par la liste, elle sera tenue par la définition donnée des infractions en question par le droit de l'État d'émission, c'est-à-dire par les éléments constitutifs tels qu'ils sont prévus par cette législation et elle ne procédera pas au contrôle de la double incrimination du fait"*;

¹ Les banques de données contrôlées sont: Banque nationale générale belge (BNG), Registre national belge (RRN), Registre des prisons belges (SIDIS), Système d'information Schengen (SIS), Base de données Interpol (e-ASF).

RESTREINT UE

- nécessaire coordination entre le DSO et les autorités judiciaires pour éviter une prolifération de demandes d'informations supplémentaires et lors de l'apposition d'un *Flag*.

La Belgique n'accepte en principe pas de mandat d'arrêt européen dans d'autres langues que ses langues officielles (français, néerlandais, allemand).

Dans de rares cas, une nouvelle traduction a dû être demandée en raison du caractère illisible de la première version transmise. Il est parfois nécessaire de demander une deuxième traduction au niveau national lorsque le régime linguistique de l'autorité judiciaire d'exécution ne correspond pas à la langue dans laquelle la traduction est fournie (par exemple, traduction en français, régime linguistique flamand).

La traduction du mandat d'arrêt européen doit parvenir aux autorités belges dans les dix jours suivant l'arrestation. Ce délai n'est pas déterminé par la loi belge mais est nécessaire pour permettre à la Chambre du Conseil de statuer dans les délais.

Aucun cas de transmission hors délai de la traduction du mandat d'arrêt européen n'a été rapporté au SPF Justice.

4.3. DEMANDES D'INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES/DE CLARIFICATION ET RÉPONSES AUX DEMANDES

Conformément à la décision-cadre relative au MAE et à la judiciarisation du système du MAE en Belgique, il appartient au juge d'instruction et également à la Chambre du Conseil ou à la Chambre des mises en accusation, à leur niveau, d'apprécier s'il convient de demander des informations supplémentaires plus précises. Cet examen est réalisé en vue de préparer l'audience orale en Chambre du Conseil. À cet effet, le juge d'instruction peut fixer une date limite pour la réception des informations supplémentaires en vue de tenir compte du délai pour le prononcé de la décision de la Chambre du Conseil (articles 15 et 16 de la loi relative au mandat d'arrêt européen).

Dans la pratique, on a constaté que c'est aussi le service juridique du DSO qui demande des informations supplémentaires.

RESTREINT UE

Sur la base de l'expérience belge en tant qu'État d'exécution, il s'agit généralement de questions relatives aux garanties qui peuvent être demandées conformément à l'article 5, paragraphe 1), de la décision-cadre et, parfois, des informations concernant la qualification juridique, la description des faits, etc. Il arrive aussi que l'autorité judiciaire belge d'exécution demande l'envoi de documents (jugements, législation, etc.).

Au moment de l'évaluation, le SPF Justice ne disposait pas de données concernant d'éventuels problèmes rencontrés dans le cadre de demandes d'informations sur la qualification juridique de faits d'avortement ou d'euthanasie qui sont en effet exclus par la loi belge comme n'étant pas couverts par la notion d'homicide volontaire (en rétablissant indirectement un contrôle de la double incrimination pour les affaires de ce type).

Du point de vue du SPF Justice, si aucune réponse satisfaisante n'est apportée aux questions posées, le mandat d'arrêt européen doit être considéré comme irrecevable.

À cet égard, un cas pratique mérite d'être mentionné. À l'occasion de l'examen d'un mandat d'arrêt européen émis par les autorités françaises, il est apparu que le mandat était fondé sur une décision de condamnation qui ordonnait l'arrestation immédiate. Or, cette arrestation immédiate est en France une "continuation" du mandat d'arrêt par défaut délivré par le juge d'instruction. Ce mandat n'avait pas été annexé aux documents fournis, et malgré les nombreuses tentatives (fax, courrier électronique, etc.), le document n'a jamais été transmis.

4.4. ENQUÊTES CONCERNANT LA LOCALISATION DE LA PERSONNE RECHERCHÉE

Dès réception d'un signalement/mandat d'arrêt européen, le Bureau SIRENE/Interpol consulte la banque nationale de données policières (BNG). Tous les signalements Schengen qui arrivent sont vérifiés afin d'établir avec certitude l'identité de la personne recherchée, de la localiser, etc. S'il apparaît que l'intéressé a une adresse en Belgique ou est en détention, ou lorsque le signalement mentionne un lieu où la personne est susceptible de se trouver, le parquet territorialement compétent en est informé et procède aux vérifications. Les vérifications sont identiques en cas de transmission directe au parquet territorialement compétent.

Il faut relever que la Belgique a mis en place, au sein de la police fédérale, l'unité FAST qui recherche systématiquement les personnes ayant été condamnées à une peine supérieure à 5 ans d'emprisonnement.

RESTREINT UE

Dans le cadre de la procédure d'exécution des MAE, l'unité FAST fait état d'un nombre significatif de cas traités soulevant des questions intéressantes.

4.5. PROCÉDURES DE DIFFUSION

Le bureau SIRENE/INTERPOL a signalé que tous les signalements de l'espace Schengen sont systématiquement diffusés aux nouveaux États membres de l'Union européenne par le canal Interpol.

4.6. PROCÉDURES RELATIVES À L'ARRESTATION/PREMIÈRE AUDITION

La procédure est identique qu'il s'agisse d'un mandat d'arrêt européen émis aux fins de poursuites ou d'exécution d'une condamnation.

Autorités responsables de l'arrestation:

Il appartient au ministère public de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour localiser la personne recherchée et procéder à son arrestation sur la base d'un signalement SIS ou d'un mandat d'arrêt européen. Le ministère public n'a pas de pouvoir d'appréciation quant à l'opportunité de l'arrestation, qui est soumise aux conditions de la loi belge du 20 juillet 1990 sur la détention préventive¹.

Un signalement international (Interpol)² constitue une base suffisante pour permettre l'arrestation provisoire de la personne, qui ne peut excéder 24 heures (article 12 de la Constitution). Passé ce délai, la personne doit être présentée au juge d'instruction qui l'informe du motif de sa détention (article 11 de la loi relative au MAE). L'existence d'un mandat d'arrêt européen comme fondement du signalement Interpol doit donc être confirmée dans les 24 heures suivant la privation effective de liberté et l'autorité d'émission dispose dans tous les cas de dix jours pour faire parvenir la traduction du mandat d'arrêt européen dans une des trois langues officielles de la Belgique.

¹ L'article 2 de la loi du 20 juillet 1990 sur la détention préventive prévoit le cas de flagrant crime ou délit, une personne à l'égard de laquelle il existe des indices sérieux de culpabilité peut être mise à la disposition de la justice, pour une durée ne pouvant pas dépasser 24 heures, sur décision du procureur du Roi et en respectant certaines règles de procédure.

² Paragraphe 5.1.1.3 de la circulaire ministérielle: *Dans un premier temps, les services d'Interpol conserveront leur importance s'agissant de la transmission du mandat d'arrêt européen par les nouveaux États membres. En effet, les 10 nouveaux États membres ne participeront au SIS qu'à partir de la mise en œuvre du SIS II, prévue pour 2007.*

RESTREINT UE

Première audition

Dans les 24 heures suivant la privation effective de liberté, la personne concernée est présentée au juge d'instruction qui décide de son maintien en détention (article 11 de la loi relative au mandat d'arrêt européen) sur la base des conditions prévues par la loi sur la détention préventive. Le juge d'instruction peut également ordonner sa mise en liberté sous condition ou moyennant caution. Dans ce cas, il doit s'assurer que la personne restera à la disposition de la justice.

Il a été rapporté lors de l'évaluation que la mise en liberté pouvait être assortie de la condition de se présenter à l'autorité judiciaire d'émission du mandat d'arrêt européen.

La loi belge prévoit encore que, pendant l'audition, la personne concernée par le MAE est informée:

1. de l'existence et du contenu du mandat d'arrêt européen;
2. de la possibilité qui lui est offerte de consentir à sa remise à l'autorité judiciaire d'émission;
3. du droit de choisir un avocat et un interprète, selon les règles applicables du droit belge.

Concernant la procédure, à la suite de la première audition, le juge d'instruction rend une ordonnance motivée portant sur la privation de liberté et, le cas échéant, sur l'existence d'une cause manifeste de refus.

Immédiatement après la première audition, la personne arrêtée peut communiquer librement avec son avocat. À cet égard, il est à relever que, lors de la première comparution devant le juge d'instruction, la personne arrêtée n'est pas assistée par un avocat, comme d'ailleurs dans le cadre de toute procédure nationale, ce qui semble constituer, de l'avis des avocats rencontrés, une certaine entrave aux droits réels de la défense.

4.7. DÉCISION SUR LA REMISE

Un schéma relatif aux procédures d'exécution en Belgique est annexé au rapport (ANNEXE A).

RESTREINT UE

La procédure normale prévoit en principe que la Chambre du Conseil est compétente pour statuer sur l'exécution d'un mandat d'arrêt européen, qu'il soit émis aux fins de poursuites ou en vue de l'exécution d'une condamnation (article 16 de la loi relative au MAE).

Les décisions de la Chambre du Conseil sont susceptibles d'appel devant la Chambre des mises en accusation, qui est alors compétente pour statuer dans un délai de 15 jours (article 17 de la loi relative au MAE).

Les décisions de la Chambre des mises en accusation peuvent faire l'objet d'un pourvoi en cassation (article 18 de la loi relative au MAE), le délai pour statuer étant de 15 jours.

Si le juge d'instruction constate, lors de la première audition, l'existence d'une cause manifeste de refuser l'exécution du mandat d'arrêt européen, il est autorisé à prendre immédiatement une décision motivée de refus (procédure d'urgence).

La personne est alors relâchée, sauf appel de cette décision de refus d'exécution dans les 24 heures par le ministère public (article 14 de la loi relative au MAE). C'est alors à la Chambre des mises en accusation qu'il appartient de statuer dans un délai de 15 jours.

Lorsque la personne consent à sa remise, le procureur du Roi recueille le consentement de l'intéressé en présence de son avocat et l'informe des conséquences de celui-ci. Selon la loi belge, le consentement à la remise entraîne la renonciation au bénéfice de la règle de la spécialité. Les deux questions sont donc cumulatives ce qui diminue certainement l'attrait de cette procédure simplifiée, de l'avis des avocats consultés pendant l'évaluation mais aussi de celui de certains magistrats.

Il appartient ensuite au ministère public de décider de l'exécution du mandat d'arrêt européen (procédure simplifiée; article 13 de la loi relative au MAE). En droit belge, le consentement de la personne à sa remise est révocable et ce, jusqu'à la remise effective.

Dans l'hypothèse où la personne revient sur le consentement qu'elle a donné, la loi belge n'a rien prévu pour ce qui est de l'incidence du refus sur les délais de procédure. Les praticiens rencontrés pendant l'évaluation ont souligné que, selon une jurisprudence assez constante parmi les juridictions, la révocation du consentement comporte suspension des délais.

4.8. REFUS DE REMISE

Lorsque, à l'occasion de la première audition, le juge d'instruction constate l'existence d'une cause de refus manifeste, il a l'obligation de prendre sans délai une décision motivée de non-exécution et de remettre la personne en liberté. Le juge d'instruction peut inviter l'intéressé à rester à la disposition des autorités judiciaires ou policières belges.

Cette procédure d'urgence vise à éviter autant que possible une mise en détention inutile de la personne concernée.

Si la décision définitive d'exécution du mandat d'arrêt européen est négative, le bureau SIRENE en est informé et place un indicateur de validité sur l'éventuel signalement dont la personne concernée fait l'objet.

Au moment de l'évaluation, les experts ont constaté qu'aucune statistique n'était disponible en ce qui concerne l'application des causes de refus tant obligatoires que facultatives par les juridictions. Un cas de refus a été mentionné sur la base de la prescription, qui est un motif obligatoire de refus selon la loi belge.

4.9. LES PROCÉDURES D'APPEL ET LEURS EFFETS SUR LES DÉLAIS

La judiciarisation de la procédure du MAE a nécessité l'introduction, dans le système belge, de moyens de recours ouverts à la personne concernée et au ministère public. Le législateur belge a opté pour des délais assez stricts de sorte que les recours, y compris le pourvoi en cassation, peuvent être traités par les juridictions en principe dans les 60 jours prévus par la décision-cadre.

De façon générale, les délais imposés par la décision-cadre sont respectés. Exceptionnellement, cependant, des difficultés ont été rencontrées dues essentiellement:

- à l'épuisement complet des voies de recours;
- au non-respect des délais (par exemple parce que des auditions ont été reportées à la demande de la défense ou parce que les juridictions n'ont pas respecté les délais qui leur sont imposés pour statuer).

RESTREINT UE

En ce qui concerne le délai de 10 jours suivant le consentement dans lequel la décision d'exécuter doit intervenir, les praticiens ont signalé qu'il était respecté dans presque la totalité des cas (remise même avant l'expiration du délai) puisque le consentement est donné devant le procureur du Roi qui décide immédiatement de l'exécution du mandat d'arrêt européen (article 13 de la loi relative au MAE).

En cas de non-respect du délai de 60 jours suivant l'arrestation dans lequel la décision d'exécuter doit intervenir, le ministère public doit en informer la personne concernée ainsi que l'autorité d'émission en indiquant les raisons du retard. Pendant l'évaluation, on a constaté que, très souvent, il y a un manque de communication sur le retard de la procédure.

En cas de non-respect du délai de 90 jours suivant l'arrestation de la personne dans lequel la décision d'exécuter doit intervenir, le ministère public a l'obligation d'en informer le parquet fédéral qui en informe à son tour Eurojust (article 19, paragraphe 2, de la loi relative au MAE). Depuis l'entrée en vigueur de la loi relative au mandat d'arrêt européen, cinq cas ont été rapportés au parquet fédéral (dont trois en 2005). Dans chaque cas, Eurojust a été informé avec l'indication des raisons du retard. Il s'agit généralement de dossiers complexes pour lesquels l'ensemble des voies de recours a été épuisé (avec parfois plusieurs saisines de la Cour de cassation).

La loi belge prévoit que seuls les manquements au délai de 90 jours peuvent être signalés à Eurojust (article 19 de la loi relative au MAE). À ce propos, l'équipe d'experts a relevé une discordance avec l'article 17, paragraphe 7, de la décision-cadre qui prévoit que l'information pour tous les dépassements des délais prévus par cet article (soit 10, 60 et 90 jours) soit transmise à Eurojust.

4.10. ARRESTATION ET REMISE DE RESSORTISSANTS ET DE MINEURS

La loi belge transposant le MAE considère que la nationalité belge de la personne arrêtée peut constituer une cause facultative de refus d'un MAE dans les circonstances prévues par la décision-cadre et que la décision est laissée à l'appréciation de l'autorité judiciaire d'exécution. Les dispositions relatives à la nationalité sont élargies aux personnes qui résident (résidence ou domicile) sur le territoire belge.

RESTREINT UE

Mandat d'arrêt européen émis aux fins d'exécution d'une peine

Dans l'hypothèse où le mandat d'arrêt européen a été délivré aux fins d'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté, l'autorité judiciaire d'exécution peut refuser l'exécution du mandat d'arrêt européen lorsque la personne recherchée est belge ou résidente en Belgique. La décision de l'autorité judiciaire d'exécution entraîne la reprise de l'exécution de la peine par les autorités belges¹.

Mandat d'arrêt européen émis aux fins de poursuites

Dans l'hypothèse d'un mandat d'arrêt européen émis aux fins de poursuites, la nationalité ou la résidence de la personne peut également être prise en compte.

L'autorité judiciaire belge d'exécution peut subordonner la remise de la personne à la condition qu'elle soit renvoyée en Belgique pour y subir la peine ou la mesure de sûreté qui serait prononcée à son encontre dans l'État d'émission suite à la remise. Cette faculté, prévue par l'article 5 de la décision-cadre, est reprise à l'article 8 de la loi belge du 19 décembre 2003 relative au mandat d'arrêt européen.

Cette demande de garantie officielle du retour en Belgique de la personne concernée après sa condamnation s'inscrit dans le cadre des informations supplémentaires qui peuvent être demandées à l'État d'émission (article 15).

Pour l'application du transfèrement ultérieur de la personne vers la Belgique pour l'exécution de la condamnation, il faut se référer à la loi du 23 mai 1990 sur le transfèrement interétatique des personnes condamnées et à la convention du 21 mars 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées.

¹ Cette cause de refus est applicable en droit belge suite à l'adoption de la loi du 26 mai 2005 modifiant la loi du 23 mai 1990 sur le transfèrement (Moniteur belge, 10.6.2005). En vertu de l'article 18, paragraphe 2, nouveau de la loi du 23 mai 1990, la Belgique pourra dorénavant procéder à l'exécution sur son territoire de la condamnation étrangère.

RESTREINT UE

Pour ce qui concerne la remise de mineurs, un cas intéressant s'est posé avec la Suède qui réclamait la remise d'un mineur d'âge, âgé de 17 ans au moment de l'arrestation, et accusé de faits particulièrement graves commis alors que l'intéressé n'avait que 15 ans accomplis. La remise d'un mineur de plus de 16 ans n'étant pas contraire à l'ordre public belge, la question se posait de savoir à quel moment prendre en compte l'âge de l'intéressé. Il a été décidé que l'âge requis pour apprécier la majorité pénale devait être apprécié en fonction de la date des faits reprochés. En conséquence, la remise a été refusée.

4.11. SPÉCIALITÉ

Comme cela est déjà mentionné au point 4.7, l'article 13 de la loi belge sur le MAE, en transposant l'article 13 de la décision-cadre, dispose que le consentement de la personne réclamée à sa remise vaut également renonciation à la règle de la spécialité, ledit consentement pouvant être révoqué jusqu'au moment de la remise effective.

4.12. REMISE/EXTRADITION

Les autorités belges ont signalé deux cas où la Belgique a été confrontée à des difficultés en liaison avec la question de l'extradition ultérieure d'une personne recherchée vers un État tiers.

1. Il s'agissait d'un mandat d'arrêt européen émis par les autorités luxembourgeoises à l'encontre d'un ressortissant belge recherché aux fins de poursuites pour détention d'images et d'extraits de films pédopornographiques alors qu'une demande d'extradition à l'encontre de cette même personne avait préalablement été adressée au Luxembourg par les États-Unis pour des faits de fraude boursière et d'association de malfaiteurs pour des montants considérables. Ce cas s'étant produit dans les premiers mois d'application de la loi, plusieurs incertitudes subsistaient quant aux procédures applicables à la garantie de retour en Belgique, à l'autorité compétente pour accorder le consentement à l'extradition ultérieure, etc.

En l'espèce, la remise a été accordée au Luxembourg sous la condition du retour de l'intéressé en Belgique pour purger la peine, et concomitamment, le ministre de la justice belge a refusé d'accorder son consentement à l'extradition ultérieure du Luxembourg vers les États-Unis, en raison de la nationalité belge de l'intéressé.

2. Dans un autre cas (avec l'Italie), une personne de nationalité albanaise avait été remise aux autorités belges. Cependant, au vu de la gravité des faits, de la nationalité des personnes impliquées (aussi bien les suspects que les victimes), et de la circonstance que les deux complices de l'intéressé se trouvaient l'un en détention en Albanie, l'autre en Serbie-Monténégro, l'autorité belge a par la suite estimé préférable, pour une meilleure administration de la justice, que le procès se déroule en Albanie. Une dénonciation des faits a alors été adressée aux autorités albanaises. De même, une demande a été transmise aux autorités italiennes en vue d'obtenir leur consentement pour l'extradition de l'intéressé vers l'Albanie. Toutefois, les autorités italiennes ont différé leur décision jusqu'à ce qu'une demande d'extradition leur parvienne des autorités judiciaires albanaises. Après la visite d'évaluation, les experts ont été informé que entre temps la demande de re-extradition a été acceptée par les autorités italiennes.

4.13. EXPÉRIENCES RELATIVES À L'ARTICLE 32

Les difficultés posées par les réserves formulées par certains États sont de deux ordres;

1. Trois États membres (Luxembourg, Slovénie et République tchèque) ont formulé leurs réserves après l'adoption de la décision-cadre, celles-ci n'ont dès lors pas été publiées. Il s'ensuit un vide juridique pour ce qui concerne les demandes de remise émanant de ces États et fondées sur des faits commis après une certaine date.
Lorsque la Belgique est l'État d'exécution la situation est incertaine. Certaines autorités appliquent quand même le mandat d'arrêt européen, d'autres l'extradition. Des cas de refus pur et simple ont également été rapportés.
2. Clause de réciprocité: L'article 32 de la décision-cadre autorise les États qui le souhaitent à appliquer le MAE pour les faits commis après une certaine date. Pour certains États (par exemple, la France), cette réserve est unilatérale, pour d'autres (par exemple, le Luxembourg, l'Italie) cette réserve est réciproque. L'article 44 de la loi belge concerne le principe de réciprocité et prévoit que la Belgique appliquera le régime de l'extradition dans ses relations avec les États concernés. Des difficultés peuvent ainsi surgir avec les États qui ont formulé des réserves unilatérales.

RESTREINT UE

Une jurisprudence se fait jour sur cette question. Celle-ci se fonde sur le contenu des déclarations faites par les États d'émission concernés. En conséquence, les juridictions belges ont tendance à ne pas appliquer la réciprocité dans les relations avec la France, mais bien dans les relations avec l'Italie.

4.14. REMISE TEMPORAIRE/CONDITIONNELLE

Les autorités belges ont parfois eu recours à la possibilité de remise temporaire prévue à l'article 24, paragraphe 2, de la décision-cadre. Conformément à cet article, la décision de procéder à une remise temporaire appartient au ministère public. Cette remise a lieu dans des conditions à déterminer d'un commun accord avec l'autorité d'émission.

En pratique, la procédure de remise temporaire est envisagée sur demande de l'autorité d'émission, puisque celle-ci a lieu dans l'intérêt de la procédure en cours dans l'État d'émission (par exemple, pour éviter la disparition de preuves dans l'État d'émission, pour permettre de juger la personne en même temps que des co-inculpés, etc.).

Les praticiens rencontrés ont signalé une lacune dans la loi belge et dans la décision-cadre pour ce qui concerne l'hypothèse de remise additionnelle, c'est-à-dire lorsque, suite à une remise effectuée sur la base d'un MAE, une demande d'extension pour d'autres infractions parvient et qu'un deuxième MAE doit être émis. Ils ont également fait remarquer que même le formulaire MAE ne prévoit pas cette possibilité.

4.15. MODALITÉS DE REMISE DES PERSONNES RECHERCHÉES (Y COMPRIS DE REMISE TEMPORAIRE ET DE REMISE CONDITIONNELLE)

Dans tous les cas, les modalités de remise sont coordonnées par les autorités d'exécution et celles d'émission. Les considérations faites au point 3.13 valent *mutatis mutandis*. En Belgique, le ministère public, après signification de la décision définitive à la personne intéressée et à l'autorité d'émission, est responsable de la procédure de remise effective, les services de police étant le support opérationnel.

Des problèmes de coordination avec certaines autorités d'émission ont été signalés.

4.16. MODALITÉS DE REMISE DES OBJETS DEMANDÉS/DÉLAIS/GARANTIES

Les objets pouvant servir de pièces à conviction ou qui proviennent de l'infraction sont remis à l'autorité judiciaire d'émission, soit à sa demande, soit à l'initiative de la Chambre du Conseil. La circulaire ministérielle attire l'attention des autorités judiciaires belges sur la possibilité dont dispose l'autorité judiciaire d'émission de demander la remise d'objets évitant ainsi de devoir envoyer une commission rogatoire parallèle au mandat d'arrêt européen.

Par analogie avec l'article 11 de la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions, la Chambre du Conseil peut éventuellement ordonner la restitution des objets. Elle statue également sur la réclamation des tiers détenteurs ou autres ayants droit.

Des doutes ont été soulevés quant à la validité du MAE comme titre juridique pour effectuer des perquisitions domiciliaires afin de saisir les objets demandés par les autorités d'émission.

4.17. CONFLITS ENTRE MANDATS D'ARRÊT EUROPÉENS/DEMANDES D'EXTRADITION

Concours entre mandats d'arrêt européens

Pendant la visite d'évaluation, l'équipe d'experts a été informée que la Belgique a connu deux cas de concours entre plusieurs MAE depuis l'entrée en vigueur de la loi. Conformément à la loi belge, la Chambre du Conseil a statué sur avis du procureur fédéral et, dans un cas, Eurojust a également été consulté¹. En 2005, le parquet fédéral a été saisi d'un dossier concernant l'Italie et l'Allemagne. L'urgence de l'action publique (les besoins de l'instruction) constituait le critère décisif sur lequel s'est fondée la décision de la Chambre du Conseil, conformément aux avis du parquet fédéral et d'Eurojust.

¹ En vertu de l'article 29 de la loi belge sur le MAE, le procureur fédéral peut demander l'avis d'Eurojust sur le choix à opérer. On a cependant noté que le Collège des procureurs généraux (Circulaire n° COL 15/2004) recommande au procureur fédéral de demander systématiquement l'avis d'Eurojust.

RESTREINT UE

Conflit entre un mandat d'arrêt européen et une demande d'extradition

Comme déjà décrit au point 3.15, le cas de conflit entre un MAE et une demande d'extradition est régi par l'article 30 de la loi belge relative au MAE.

Dans la pratique, un seul cas s'est présenté en 2005, concernant un MAE délivré par les autorités italiennes et une demande d'extradition émanant de l'Allemagne. Après avis du parquet fédéral et d'Eurojust, le ministre de la justice a pris la décision définitive de donner la priorité au MAE, principalement en raison de la gravité des faits et d'autres critères tels que l'état de la procédure (en cours devant la cour d'assises de Milan) et le caractère urgent de la demande italienne.

En cas de conflit, la loi belge ne prévoit pas la consultation d'Eurojust. Une telle consultation peut toutefois toujours avoir lieu, si le parquet fédéral ou le SPF Justice l'estime utile. Dans le cas d'espèce, Eurojust a effectivement été consulté et son avis a été suivi par le ministre de la justice.

4.18. FRAIS

La législation belge ne comporte pas de dispositions relatives à l'imputation des dépenses encourues pour le retour des personnes condamnées. En principe, la Belgique assume les frais liés au retour des ressortissants ou résidents belges pour l'exécution de leur peine.

La Belgique n'a pas rencontré de problèmes pratiques ou juridiques en ce qui concerne le paiement des frais.

Dans le cadre des frais, on doit considérer aussi la gratuité complète ou partielle de l'assistance juridique qui peut être garantie par l'État si les ressources de la personne concernée sont insuffisantes ou sous certaines autres conditions, ainsi que les frais d'interprète et de traduction des pièces qui sont à charge de l'État.

5. FORMATION

À l'exception d'une séance d'information entièrement consacrée au MAE, organisée par le SPF Justice peu avant l'entrée en vigueur de la loi, aucun séminaire spécial sur le mandat d'arrêt européen n'a été organisé. Les magistrats suivent toutefois une formation sommaire dans le cadre de leur formation générale, notamment lors de séances consacrées à la coopération internationale organisées par le Conseil supérieur de la justice. Des formations sur le thème sont également organisées au niveau européen dans le cadre du programme AGIS.

Les experts ont apprécié la pratique du parquet fédéral qui a entrepris des visites auprès de tous les parquets des tribunaux d'arrondissement, et ont estimé qu'il était nécessaire d'organiser une ou deux réunions annuelles afin de s'entretenir des problèmes rencontrés.

À titre d'exemple de bonne pratique, le parquet fédéral a pris soin de recueillir toutes les décisions rendues en matière de mandat d'arrêt européen. À défaut de réseau informatique intranet (lequel devrait fonctionner à compter du 23 juin 2006), ces décisions ne font pas l'objet d'une diffusion nationale entre toutes les juridictions.

Au niveau policier, le thème du MAE est abordé dans le cadre de formations organisées par les différentes écoles de police. Outre les formations données par les écoles de police locales, l'école nationale de recherche dispense une formation fonctionnelle adressée aux membres des services judiciaires d'arrondissement (SJA), des directions centrales de la DGJ (Direction générale du pilier judiciaire de la police fédérale) et des services locaux de recherche (SLR).

6. POINT DE VUE DE LA DÉFENSE

L'équipe d'experts a eu la possibilité, pendant la visite d'évaluation, de rencontrer deux représentants des barreaux belges.

Les deux avocats, spécialisés en matière d'extradition et de MAE, ont exposé certains cas traités et commenté la procédure du MAE.

RESTREINT UE

En particulier, ils ont souligné plusieurs aspects positifs du MAE par rapport à l'ancien système de l'extradition:

- la judiciarisation de la procédure de décision sur le MAE qui exclut l'intervention du pouvoir exécutif et a ouvert la possibilité pour la défense d'intervenir à tous les stades de la procédure;
- le système des recours est mieux organisé que dans l'ancienne procédure d'extradition, une remise en liberté pouvant être demandée à tout stade de la procédure;
- les décisions sur l'exécution/la remise sont beaucoup plus rapides qu'avant, ce qui garantit mieux les droits des personnes concernées par un MAE.

Les avocats ont toutefois manifesté leur désapprobation sur deux points. Ils ont ainsi déploré le déficit démocratique grave qui aurait marqué le processus décisionnel sur le MAE, au niveau européen comme au niveau national, notamment en raison de l'absence de débat entre les différents acteurs.

Ils ont également souligné le caractère sommaire du formulaire du MAE, qui se présente comme un dossier succinct et peu détaillé non susceptible de faire l'objet d'un contrôle de la part du juge d'exécution. Pour cette raison, les avocats ont estimé que le MAE est efficace au niveau de décisions non définitives mais pas pour exécuter des jugements définitifs.

Les avocats ont par ailleurs précisé que, si la personne n'a pas choisi d'avocat ou n'en choisit pas à l'issue de la première audition, le juge d'instruction en informe le bâtonnier ou son délégué, qui procède à la désignation d'un avocat commis d'office.

Enfin, les représentants de barreaux ont fait mention de l'arrêt de la Cour d'arbitrage belge du 13 juillet 2005 statuant sur la demande d'annulation totale ou partielle de la loi belge sur le MAE. Deux questions préjudicielles ayant trait à la validité de la décision-cadre sur le MAE ont été posées à la Cour de justice des Communautés européennes et étaient, au moment de l'évaluation, en attente de décision¹.

¹ Cf. les documents du Conseil de l'Union européenne: 11518/05 COPEN 116 EUROJUST 42 EJN 38; 11518/05 ADD 1 COPEN 116 EUROJUST 42 EJN 38; 12630/05 JUR 390 COPEN 155.

7. CONCLUSIONS

7.1. Conclusions générales

Les experts ont beaucoup apprécié le professionnalisme, la disponibilité et la franchise des personnes rencontrées pendant l'évaluation, permettant d'enrichir l'analyse par un dialogue ouvert sur les points forts et faibles de l'application pratique du MAE en Belgique.

En général, il a été constaté que le système du MAE présente du point de vue des praticiens des avantages notables par rapport à l'ancien procédure de l'extradition, surtout pour ce qui est des procédures simplifiées et des délais raisonnables d'exécution.

Sur le plan pratique, la Belgique a mis en place quelques outils destinés à faciliter l'activité des praticiens à appliquer le MAE. Les experts évaluateurs ont notamment relevé la rédaction de la circulaire ministérielle sur le MAE, la création d'un groupe de travail multidisciplinaire pour l'examen de problèmes concernant l'application du MAE, la nomination dans chaque parquet d'un magistrat de référence pour toute question liée à l'émission ou à l'exécution d'un MAE, et également la constitution d'une cellule d'expertise au sein du parquet fédéral. L'équipe d'évaluation a cependant remarqué que, malgré leur potentiel élevé, ces outils ne sont pas suffisamment exploités par les praticiens.

Pendant l'évaluation, on a pu constater la difficulté objective de collecter les données statistiques et, d'une manière plus générale, d'assurer la circulation des informations concernant le MAE entre les juridictions. L'organisation des juridictions en 27 arrondissements et la nette distinction fonctionnelle entre juges d'instruction et parquets jouent un rôle dans ce déficit de communication. De même, l'absence de système intranet accessible à tous les magistrats (au moins jusqu'au 23 juin 2006) est un autre élément important à cet égard.

Pour ce qui concerne l'application pratique du MAE, il faut relever que la reproduction dans le système du MAE de quelques mécanismes spécifiques du système national (cf. par exemple les conditions de la loi sur la détention préventive) et la réticence culturelle de certaines autorités judiciaires (pas seulement en Belgique) à accepter le principe de reconnaissance mutuelle exercent une influence négative sur l'efficacité du système du MAE.

RESTREINT UE

Tout au long de l'évaluation, les experts ont pu noter le rôle de soutien des services de la police fédérale (DSO, bureau SIRENE, FAST) et de la police locale aux autorités judiciaires belges dans la phase d'émission et d'exécution. En particulier, l'organisation du DSO avec le bureau SIRENE et le service juridique fournissent les informations recueillies dans les bases de données nationales et SIS-Interpol en plus de l'expertise dans la phase préparatoire du dossier.

À propos de l'unité FAST, il convient de relever que la Belgique, au lieu de se limiter à un simple signalement passif des personnes à rechercher en vue de l'exécution d'une peine, s'est dotée d'un outil efficace et fait preuve de la volonté de procéder à l'exécution des peines d'emprisonnement de longue durée et de respecter les droits des victimes.

Les experts ont remarqué des divergences entre la loi belge transposant le MAE et la décision-cadre en ce qui concerne la liste des 32 catégories d'infractions qui échappent au contrôle de la double incrimination. En effet, la loi nationale belge, qui exclut les faits d'avortement et d'euthanasie comme n'étant pas couverts par la notion d'homicide volontaire, a rétabli un contrôle de la double incrimination pour les affaires de ce type. Les autorités belges ont expliqué que ce choix du législateur belge tient compte de la législation spécifique nationale en la matière et du cadre juridique en vertu duquel l'avortement est autorisé dans certains cas et constitue dans d'autres une infraction.

Par ailleurs, la Belgique a transposé de la manière la plus restrictive en la rendant obligatoire la cause de refus de la remise liée à la prescription de l'action publique ou de la peine, pour autant que les faits relèvent de la compétence des juridictions belges. Cette manière de procéder est de nature à favoriser une certaine impunité au sein de l' Union Européenne.

Les experts estiment que le choix du législateur belge pourrait avoir quelque impact sur l'application du MAE, notamment dans la phase d'exécution. Au moment de l'évaluation, aucune statistique n'était disponible en ce qui concerne l'application de ces motifs de refus par les juridictions belges.

Sans préjudice des initiatives et des réalisations concernant la diffusion d' informations sur le MAE une formation continue devrait accompagner ce dispositif.

RESTREINT UE

7.2. Conclusions concernant les activités de la Belgique en tant qu'État membre d'émission

7.2.1. Questions

7.2.1.1 - Information du SPF Justice

Les experts ont constaté que, malgré la prescription obligatoire de la circulaire ministérielle d'envoyer au SPF Justice toutes les copies de MAE émis, les autorités judiciaires ne s'acquittent pas systématiquement de ce devoir. L'information concernant le nombre total des mandats d'arrêt européens émis par les autorités judiciaires belges contre la même personne peut cependant être importante aux fins de gérer la priorité des poursuites.

Par ailleurs, la décentralisation du traitement des cas individuels de MAE implique aussi un déficit de connaissance des données relatives aux mandats d'arrêt européens exécutés ou refusés par les autorités belges. Il s'ensuit que le SPF Justice a des difficultés objectives à établir des statistiques fiables.

En outre, la circulaire ministérielle prévoit que les autorités judiciaires informent sans délai le SPF Justice de toute difficulté rencontrée dans l'application de la loi. Il semble que les autorités judiciaires ne s'acquittent pas systématiquement de cette obligation non plus, ce qui met en danger le rôle central que devrait jouer le SPF Justice dans le contrôle de l'application de la loi.

7.2.1.2 - Diffusion des informations

Les experts ont évalué l'importance de deux aspects concernant le déficit de communication entre les autorités judiciaires au niveau national. Premièrement, les informations concernant le nombre total des MAE émis par les autorités belges ou les enquêtes en cours contre la même personne ne sont pas directement accessibles aux autorités judiciaires. Celles-ci disposent en effet seulement du casier judiciaire national, limité aux affaires pour lesquelles il y a un jugement définitif et, pour la vérification de l'existence d'enquêtes en cours, doivent se référer aux bases de données des services de police.

Deuxièmement, la circulation d'informations concernant la jurisprudence (qui n'est pas une obligation) est rare et se base principalement sur la bonne volonté de chacun, notamment des magistrats de référence au sein des parquets. Les experts ont été cependant informé par les autorités belges de la création d'un réseau d'expertise en matière de coopération internationale qui, depuis sa création il y a moins d'un an, a déjà diffusé pas moins de neuf notes consacrées au MAE et à ses développements jurisprudentiels. Ce réseau actuellement limité au ressort de la Cour d'Appel de Gand est appelé à être étendu à terme à l'ensemble du territoire belge.

RESTREINT UE

7.2.1.3 - Seuil de peine pour l'émission d'un MAE

La Belgique, dans le cadre de l'opportunité de l'exécution des peines, a introduit *de facto* un seuil de peine de deux ans pour l'émission d'un mandat d'arrêt européen du fait que les peines inférieures ne sont pas obligatoirement exécutées. Dans la pratique, il a été constaté que quelques juridictions appliquent le seuil d'au moins quatre mois (article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre) pour l'émission d'un MAE. Cette pratique risque de créer, selon l'avis des experts, une disparité au sein de l'Union européenne en laissant des décisions de condamnations dépourvues d'effet.

7.2.2. Bonnes pratiques

7.2.2.1 - Circulaire ministérielle

Les experts ont pris note de l'utilité de la circulaire ministérielle qui prévoit une série de directives pour faciliter l'utilisation du formulaire du MAE. Ils ont souligné l'importance de mettre un vade-mecum à la disposition de tous les magistrats et ont estimé que, même si la circulaire n'a pas un caractère obligatoire (sauf pour le ministère public), elle devrait être prise en considération comme modèle de bonne pratique.

7.2.2.2 - Points de contact et d'expertise

Pendant l'évaluation, l'équipe d'experts a apprécié l'initiative de désigner un magistrat de référence dans chaque parquet pour les questions relative au MAE et également l'expertise fournie par le parquet fédéral où un magistrat et un juriste sont à la disposition des juridictions nationales.

À cet égard, il faut relever aussi l'initiative du parquet fédéral de recueillir la jurisprudence en matière de MAE et de la rendre accessible à tous les magistrats (un projet d'intranet devrait fonctionner à compter du 23 juin 2006). La responsabilité de la centralisation de la jurisprudence propre au MAE incombe aussi bien au parquet général de Gand (compétent pour l'entraide judiciaire internationale) et au service public fédéral justice.

7.2.2.3 - Groupe de travail multidisciplinaire

Les experts ont souligné l'importance de mettre en place un *forum* réunissant toutes les autorités compétentes pour la discussion des problèmes liés à l'application du mandat d'arrêt européen et de diffuser très largement les résultats des discussions. Des réunions avec tous les magistrats de référence devraient être organisées.

7.3. Conclusions relatives aux activités de la Belgique en tant qu'État membre d'exécution

7.3.1. Questions

7.3.1.1 - Base juridique et double incrimination

Les experts ont observé des divergences dans la transposition de la décision-cadre s'agissant de la liste des infractions non soumises à la double incrimination. La loi belge a ainsi exclu les faits d'avortement et d'euthanasie comme n'étant pas couverts par la notion d'homicide volontaire, rétablissant de ce fait un contrôle de la double incrimination.

Cette transposition pourrait comporter, selon l'avis des experts, un risque de multiplication des demandes d'informations complémentaires aux autorités étrangères d'émission sur la qualification juridique et sur les circonstances de la commission de l'infraction, qui est contraire à l'esprit et à la lettre de la décision-cadre.

Les experts soulignent aussi que la circulaire ministérielle est particulièrement ambiguë sur la question de la double incrimination. Le fait que l'autorité judiciaire doive "contrôler que, sur le plan générique, le fait qui est à la base du mandat d'arrêt est un de ceux contenus dans la liste" semble aussi être contraire à l'esprit et à la lettre de la décision-cadre.

En outre, les experts ont relevé que de faire de la prescription de l'action publique ou de l'exécution de la peine une cause de refus obligatoire lorsque les faits relèvent de la compétence des autorités belges n'était pas sans conséquences sur l'effectivité de la justice.

7.3.1.2 - Consentement à la remise et règle de la spécialité

La législation transposant le MAE prévoit que le consentement à la remise de la personne réclamée vaut également renonciation à la règle de la spécialité. Quelle que soit l'interprétation faite de l'article 13 de la décision-cadre il apparaît que la transposition faite par la Belgique en restreint l'application et ne favorise pas le consentement à la remise et une exécution rapide du MAE.

Cette transposition crée, de l'avis des experts, des disparités de traitement entre les États membres. En plus, les experts ont remarqué que la possibilité de revenir sur le consentement jusqu'au moment de la remise est une vraie épée de Damoclès qui rend incertaine la procédure d'exécution.

Par ailleurs, pendant l'évaluation, la difficulté suivante qui n'est d'ailleurs pas propre à la Belgique a été signalée: l'émission d'un mandat d'arrêt européen suppose l'existence d'un mandat d'arrêt (ou de tout autre décision exécutoire ayant la même force) ou d'un jugement exécutoire (article 1^{er} de la décision-cadre).

Qu'en est-il de l'exercice de poursuites à l'encontre d'une personne qui a été remise dans le cadre d'une autre procédure et n'a pas renoncé à la règle de la spécialité? Une demande d'autorisation conformément à l'article 27 paragraphe 4 de la décision cadre qui renvoie à l'article 8 paragraphe 1 (c) doit être adressée à l'autorité d'exécution laquelle doit pouvoir se référer à un mandat d'arrêt ou à un jugement exécutoire. Or la règle de la spécialité fait obstacle à l'émission d'un tel mandat d'arrêt ou d'un tel jugement.

7.3.1.3 - Informations supplémentaires

Les experts ont noté que certaines autorités d'exécution, en Belgique ou ailleurs, ont tendance à demander des informations supplémentaires excessives et trop détaillées aux autorités d'émission, concernant même la qualification juridique des faits, et vont parfois jusqu'à solliciter l'envoi de documents (jugements, etc.). Les experts ont déploré cette pratique, qu'ils jugent contraire au principe de reconnaissance mutuelle, et ont fait observer qu'il s'agit d'une pratique liée à l'ancienne procédure d'extradition et qui n'a plus lieu d'être avec le MAE.

7.3.1.4 - Critères pour la mise en liberté de la personne concernée par un MAE

L'équipe d'experts qui a conduit l'évaluation a pu constater que des divergences d'interprétation paraissent exister quant aux conditions qui doivent conduire le juge d'instruction à choisir entre le maintien en liberté de la personne réclamée (éventuellement en lui imposant de respecter une ou plusieurs conditions) ou son placement en détention. Certains magistrats considèrent que seules doivent être prises en considération les garanties de représentation présentées par la personne réclamée.

D'autres magistrats invoquent la lettre de l'article 11 de la loi relative au MAE (qui reproduit les conditions prévues par la loi sur la détention préventive) et indiquent qu'il convient d'examiner les exigences de cette loi concernant la commission de nouveaux crimes et délits ou le risque de disparition des preuves ou de collusion avec des tiers.

Les experts ont constaté que cette référence à la loi sur la détention préventive est malaisée et difficile, voire impossible, à remplir eu égard à l'exposé des faits parfois très succinct contenu dans le mandat d'arrêt européen, le juge d'instruction n'étant pas en possession du dossier sur le fond de l'affaire contrairement à une procédure nationale.

Par ailleurs, il existe un risque certain que cette façon de procéder engendre des demandes d'informations supplémentaires sur les faits afin de permettre à la Chambre du Conseil de statuer et, le cas échéant, de confirmer la mise en détention.

Concernant l'impact de la loi sur la détention préventive sur l'application du MAE, on peut conclure que les conditions visées pour la décision sur la mise en liberté de la personne concernée par le MAE sont difficiles à concilier avec la procédure de reconnaissance mutuelle envisagée par la décision-cadre.

7.3.1.5 - Base juridique pour le rétablissement de l'état d'arrestation avant la remise

L'équipe d'experts a noté que des difficultés peuvent se présenter en ce qui concerne la remise de personnes laissées libres par le juge d'instruction dès la première audition ou ultérieurement au cours de la procédure, qu'elles soient ou non soumises à un contrôle judiciaire. Dans ces cas-là, en effet, l'incarcération suite à la convocation de la personne la veille de la date convenue pour la remise apparaît privée de fondement juridique autorisant les autorités belges à procéder ainsi. Dans la pratique, le fait que la personne à remettre ne se présente pas au rendez-vous fixé pour la remise n'est pas passible de sanction (arrestation) aux termes du droit belge.

Les praticiens rencontrés pendant l'évaluation et les experts ont envisagé des solutions possibles (par exemple, considérer le MAE comme un titre de détention ou prévoir une disposition spécifique dans la loi).

7.3.1.6 - Régime juridique applicable au retour des ressortissants

A l'instar d'autres États membres de l'Union européenne, la Belgique considère qu'il n'existe pas d'autre base juridique adéquate et applique au retour des ressortissants la Convention du 21 mars 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées, ce qui implique une demande de la personne et l'intervention de l'exécutif. Même si la procédure de transfèrement se déroule sur un mode accéléré, sans nécessiter d'enquête sociale préalable, les experts évaluateurs en ont souligné la complexité et ont estimé qu'elle s'insérerait mal dans la procédure souple et complètement juridictionnelle du mandat d'arrêt européen. En plus, les experts ont noté que cette procédure implique une réintroduction de la double incrimination et invalide le processus de garanties prévu par l'article 5, point 3), de la décision-cadre. En toute état de cause on peut souligner la bonne volonté des autorités belges pour pallier ces difficultés mais il serait souhaitable que l'Union Européenne prenne une initiative dans ce domaine.

7.3.1.7 - Base juridique pour l'arrestation de la personne concernée par un MAE ou pour perquisitions domiciliaires

Pendant la visite d'évaluation, l'unité FAST a signalé des problèmes pratiques qui, selon l'avis des experts, exigent des solutions. Notamment, il s'agit de déterminer si le MAE peut être considéré comme un titre juridique approprié pour accéder au domicile de la personne recherchée, pour l'arrêter, et/ou pour faire des perquisitions et saisies. À cet égard, on a pu constater en pratique que les autorités judiciaires belges interprètent cette question de façon différente et que, lorsque le MAE n'est pas considéré comme un "titre", les arrestations et les perquisitions domiciliaires étaient effectuées sur la base de procédures incidentes décidées au cas par cas (avec risque de fuite).

7.3.1.8 - Remise et modalités de remise

La Belgique a parfois rencontré des difficultés dans la phase de remise, liées au manque de coordination avec les autorités d'émission, ce qui a eu des répercussions sur les coûts, voire sur la remise.

Pendant l'évaluation, les experts ont remarqué que la remise différée en raison d'affaires nationales pendantes est difficilement gérable dans la pratique puisqu'il n'existe pas de réseau intranet reliant les divers parquets des tribunaux des autres arrondissements ni de bureau d'ordre national. Ainsi, le parquet de Bruxelles ne pourra rechercher que dans sa propre banque de données s'il existe d'autres affaires pendantes ou devra contacter par téléphone les parquets des autres tribunaux.

7.3.1.9 - Remise additionnelle et dangerosité de la personne réclamée

Les praticiens rencontrés pendant la visite d'évaluation ont signalé une lacune dans la loi belge et dans la décision-cadre sur le point de la remise additionnelle. Ils ont également fait remarquer que même le formulaire MAE ne prévoit pas cette possibilité.

Ils ont également relevé l'intérêt de faire figurer dans le formulaire le caractère dangereux ou non de la personne réclamée.

7.3.1.10 - Notification des délais *ex* Article 17.7 de la décision-cadre Les experts ont relevé une divergence entre la transposition en droit belge de l'article 17.7 et les dispositions proprement dites de la décision-cadre.

7.3.2. Bonnes pratiques

7.3.2.1 - FAST

A l'instar d'autres pays la Belgique s'est dotée avec l'Unité FAST d'une structure centralisée très efficace pour la recherche des fugitifs. Les experts ont apprécié l'organisation du service et ont aussi souligné son utilité comme modèle de bonne pratique à adopter par d'autres États.

7.3.2.2 - Parquet fédéral

Les experts ont noté l'organisation efficace du parquet fédéral et ont apprécié la fonction de centre d'expertise sur le MAE à la disposition de toutes les autorités judiciaires nationales.

7.3.2.3. - Procédures d'appel et respect des délais

Les experts estiment que la Belgique a mis en place un bon système de procédures d'appel pour le mandat d'arrêt européen, qui concilie bien les exigences de protection des droits de la personne et celles de célérité de la procédure d'exécution.

7.3.2.4. - Consultation d' Eurojust

La consultation systématique d' Eurojust sur la base de l' Article 16.2 de la décision cadre est recommandée par le collège des Procureurs généraux *"puisque Eurojust [...] entre autres chargée de promouvoir la coordination des enquêtes entre les États membres et [...] dispose dès lors d' un aperçu global et [...] son avis peut par conséquent être extrêmement pertinent"*.

8. RECOMMANDATIONS

8.1. RECOMMANDATIONS ADRESSÉES À LA BELGIQUE

8.1.1. En tant qu'État membre d'émission

Recommandation n° 1 - Mettre en place un outil statistique fiable permettant de répertorier les mandats d'arrêt européens émis, exécutés ou refusés par les autorités belges (voir point 7.2.1.1)

Recommandation n° 2 - Dans ce cadre, poursuivre l'objectif de développer le système PHENIX ou de mettre en place une base de données accessible à tous les magistrats concernés par le mandat d'arrêt européen permettant de partager les informations principales concernant *inter alia* les enquêtes en cours et les mandats d'arrêt déjà émis.

RESTREINT UE

Assurer la diffusion de la jurisprudence relative au mandat d'arrêt européen par un système informatique accessible à toutes les juridictions. La mise en place du système intranet envisagé par le parquet fédéral pourrait assurer la diffusion des informations (voir point 7.2.1.2).

Recommandation n° 3 - Envisager la possibilité de poursuivre une politique d'exécution des peines raisonnablement flexible en tenant compte des seuils visés par la décision-cadre afin d'assurer une homogénéité de traitement au sein de l'Union européenne (voir point 7.2.1.3).

Recommandation n° 4 - Exploiter au maximum le potentiel des outils à la disposition des magistrats pour faciliter l'application du mandat d'arrêt européen, principalement en se référant à la circulaire ministérielle contenant les directives à suivre pour remplir le formulaire et en organisant des réunions périodiques des magistrats de référence et du groupe de travail multidisciplinaire (voir point 7.2.2.1).

8.1.2. En tant qu'État membre d'exécution

Recommandation n° 5 - Assurer la conformité de la loi belge sur le MAE avec la décision-cadre dans les cas où la loi rétablit un contrôle de la double incrimination pour certaines infractions mentionnées dans la liste de l'article 2 de la décision-cadre (voir point 7.3.1.1).

Recommandation n° 6 - Modifier les dispositions de l'article 13 de la loi belge transposant le MAE pour que le consentement à la remise et la renonciation à la règle de la spécialité fassent l'objet de deux questions distinctes appelant deux réponses distinctes, de telle façon que le consentement à la remise n'entraîne pas obligatoirement la renonciation au bénéfice de la règle de la spécialité. Envisager d'introduire un délai fixe pour la révocation tant du consentement à la remise qu'à la renonciation à la règle de la spécialité (voir point 7.3.1.2).

Recommandation n° 7 - S'en tenir autant que possible aux informations contenues dans le mandat d'arrêt européen en évitant une multiplication de demandes d'informations supplémentaires concernant la description des faits et la qualification juridique par différentes autorités et à plusieurs stades de la procédure (voir point 7.3.1.3).

RESTREINT UE

Recommandation n° 8 - Clarifier les critères qui doivent être pris en considération par le juge pour décider du maintien en liberté de la personne réclamée (éventuellement en lui imposant de respecter une ou plusieurs conditions) ou de son placement en détention dans le cadre de la procédure de MAE (voir point 7.3.1.4).

Recommandation n° 9 - Préciser ou compléter le dispositif interne en identifiant le titre juridique permettant d'incarcérer, la veille de la remise, la personne dont la remise a été accordée mais qui a été laissée en liberté (voir point 7.3.1.5).

Recommandation n° 10 - Simplifier la procédure de retour des ressortissants en veillant à ce que les principes énoncés à l'article 5, paragraphe 3, de la décision-cadre soient respectés, notamment en supprimant la requête préalable de la personne intéressée (voir point 7.3.1.6).

Recommandation n° 11 - Clarifier pour l'arrestation la portée du mandat d'arrêt européen. (voir point 7.3.1.7).

Recommandation n° 12 - Encourager et développer la communication avec l'État d'émission pendant toute la procédure d'exécution afin de rendre la coordination optimale dans toutes les phases (voir point 7.3.1.8).

Recommandation n° 13 - Envisager la possibilité d'intégrer la remise additionnelle à la législation nationale sur le MAE (voir point 7.3.1.9).

Recommandation n° 14 - Réexaminer la transposition en droit interne au regard des délais visés par l'article 17-7 de la décision-cadre (voir point 7.3.1.10).

8.2. RECOMMANDATIONS DESTINÉES À D'AUTRES ÉTATS MEMBRES

Recommandation n° 15 - Envisager la possibilité de poursuivre une politique d'exécution des peines raisonnablement flexible en tenant compte des seuils visés par la décision-cadre afin d'assurer une homogénéité de traitement au sein de l'Union européenne (voir point 7.2.1.3).

RESTREINT UE

Recommandation n° 16 - Mettre en œuvre un dispositif assurant l' application et le suivi du MAE (Circulaire, groupe de travail et magistrat de référence) (voir points 7.2.2.1; 7.2.2.2; 7.2.2.3).

Recommandation n° 17 - En tant qu'État d'exécution, éviter autant que possible la multiplication des demandes d'informations supplémentaires aux États d'émission, notamment concernant la description des faits et la qualification juridique. S'en tenir, de préférence, aux éléments communiqués par l'État d'émission dans le formulaire MAE et aux questions spécifiquement prévues par la décision-cadre (voir point 7.3.1.3).

Recommandation n° 18 - Maintenir une communication avec l'État d'émission/d'exécution aux stades principaux de la procédure d'exécution du mandat d'arrêt européen et assurer la coordination dans la phase de remise (voir point 7.3.1.8).

Recommandation n° 19 - Simplifier la procédure de remise temporaire et en réduire le coût en encourageant l'utilisation de la vidéo-conférence autant que possible (voir point 7.3.1.8).

Recommandation n° 20 - Réexaminer la transposition en droit interne au regard des délais visés par l'article 17-7 de la décision-cadre (voir point 7.3.1.10).

Recommandation n° 21 - Envisager la possibilité de mettre en place une structure centralisée pour la recherche des fugitifs sur le modèle de l'unité FAST (voir point 7.3.2.1).

Recommandation n° 22 - Envisager la consultation systématique d' Eurojust en cas de concours de MAE (voir point 7.3.2.4).

8.3. RECOMMANDATIONS DESTINÉES À L'UNION EUROPÉENNE

Recommandation n° 23 - Envisager la possibilité de modifier le formulaire du mandat d'arrêt européen en prévoyant l'hypothèse de remise additionnelle ainsi qu'une rubrique sur la dangerosité de la personne réclamée (voir point 7.3.1.9).

Recommandation n° 24 - Examiner la possibilité d'introduire une procédure commune pour le retour des ressortissants (voir point 7.3.1.6).

Procédure d'exécution d'un mandat d'arrêt européen dans le cas où le juge d'instruction ne constate pas l'existence d'une cause manifeste de refus d'exécution

Arrestation de la personne

Dans les 24h

Décision du juge d'instruction sur :

- la privation de liberté (art. 11 §3 et s.)
- l'existence d'une cause manifeste de refus (art. 14§1^{er})

- ☒ aucun recours n'est formé contre la décision
- ☐ la décision fait l'objet d'un recours

Dans les 15 jours

Décision de la chambre du conseil sur l'exécution du mandat d'arrêt européen (art. 16)



Dans les 24h

Appel devant la chambre des mises en accusation (art. 17 §1^{er})

Dans les 15 jours

Décision de la chambre des mises en accusation (art. 17 §4)



Dans les 24h

Pourvoi en cassation (art. 18 §1^{er})

Décision de la cour de cassation (art. 18 §3)

☒ décision confirmée

☐ décision cassée

Décision de non-exécution

Décision d'exécution

Fin de la procédure + libération

Dans les 10 jours

Remise de la personne (date à fixer avec l'Etat d'émission) (Art. 22)

RESTREINT UE

Procédure dans le cas où le juge d'instruction constate l'existence d'une cause manifeste de refus d'exécution (art.14§1^{er})

Arrestation de la personne

Dans les 24h

Décision du juge d'instruction constatant l'existence d'une cause manifeste de refus et donc la non-exécution du mandat d'arrêt européen (art. 14 §1^{er})

☒ aucun recours n'est formé contre la décision
☒ la décision fait l'objet d'un recours



Dans les 24h

Appel devant la chambre des mises en accusation (art. 14§2)

Dans les 15 jours

Décision de la chambre des mises en accusation (art. 14 §4)



Dans les 24h

Pourvoi en cassation (art. 18 §1^{er})

Décision de la cour de cassation (art. 18 §3)



décision confirmée



décision cassée

Décision de non-exécution

Décision d'exécution

Dans les 10 jours

Fin de la procédure + libération

Remise de la personne (date à fixer avec l'Etat d'émission)

RESTREINT UE

ANNEX B

STATISTIQUES DU SPF JUSTICE

EAW

01.01.2004-21.06.2006 841

01.01.2005-31.12.2005 397

Actif: 212

Passif 185

Antilles (P-B) 01

Allemagne 27

Autriche 04

Danemark 01

Espagne 06

Finlande 01

France 64

Grèce 01

Hongrie 04

Italie 06

Lituanie 01

Luxembourg 03

Pays-Bas 43

Pologne 09

Portugal 01

Suède 01



RESTREINT UE

STATISTIQUES BUREAU SIRENE/INTERPOL - DSO (Extraits)

Evolution du nombre de signalements belges dans le SIS + dossiers Art. 95 étrangers

	Année/Art.	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Signalements BE	Art.95	421	330	445	495	548	576	477	497
Signalements par Etat. Schengen d'autres	Art. 95	4369	4533	3947	3985	4533	4722	4646	5420

STATISTIQUES PARQUET FÉDÉRAL

Nombre de mandats d'arrêt européens transmis au parquet fédéral

	2004	2005	2006
Emis par les autorités judiciaires belges:	46	25	9
Emis par les autres Etats membres:	26	24	13
Allemagne	1	6	1
Autriche	0	2	0
Espagne	7	2	0
France	6	5	8
Hongrie	1	0	0
Italie	0	0	1
Lituanie	0	0	1
Luxembourg	0	2	0
Pays-Bas	6	4	2
Pologne	3	1	0
Royaume-Uni	0	1	0
Suède	2	1	0

PROGRAMME DES VISITES

Lundi 19 juin 2006

14.00-17.00 : Session d'introduction

Objectif : Accueil des experts + explication du système belge (présentation de la procédure générale et de chacun des acteurs) + premières questions aux interrogations suscitées par le rapport belge + rôle du SPFJ dans la procédure. Lieu : SPF Justice, 115 Boulevard de Waterloo, 1000 Bruxelles

19.00 : Repas – Restaurant Chez Marius en Provence (1, Place du Petit Sablon)

Mardi 20 juin 2006

9.30-12.00 : Visite du Bureau SIRENE / INTERPOL

Objectif : fonctionnement des signalements MAE. Lieu: Bureau SIRENE, rue des Quatre-Bras, 19 à 1000 Bruxelles

14.00-17.00 : Visite du Parquet fédéral

Objectif : mécanismes de coordination pour l'exécution et l'émission de MAE + jurisprudence

Lieu: Parquet fédéral, rue des Quatre-Bras, 19 à 1000 Bruxelles

Mercredi 21 juin 2006

9.30-12.00 : Visite au Parquet/tribunal de Bruxelles

Objectif : fonctionnement de la procédure MAE dans un « grand ressort ». Lieu: Rue des Quatre Bras, n°13

14.00-17.00 : Visite dans un parquet/tribunal « local » à Nivelles

Objectif : fonctionnement de la procédure MAE dans un ressort local

Jeudi 22 juin 2006

9.30-11.00 : Visite du “fugitive active search team” FAST

Objectif : fonctionnement pratique de la recherche des personnes sur base des MAE

Lieu: Luchtmachtlaan 10, 1040 Bruxelles, Bâtiment R – 2ième étage

11.30-13.00 : discussion avec les avocats

Objectif : fonctionnement de la procédure MAE pour ce qui concerne les droits de la défense

Lieu : SPF Justice

15.00-17.00 : session de clôture

Objectif : dernières clarifications

Lieu : SPF Justice

RESTREINT UE

ANNEXE D

LISTE DES PERSONNES INTERROGÉES

Service public fédéral Justice, DG Législation, libertés et droits fondamentaux

Claude DEBRULLE, Directeur Général
Daniel FLORE, Conseiller Général
Serge DE BIOLLEY, Attaché
Marie-Hélène DESCAMPS, Attaché
Mathieu VAN RAVENSTEIN, Attaché
Erik VERBERT, Attaché
Stéphanie BOSLY, Attaché

Parquet de Nivelles

E. BAYE, Secrétaire adjoint
AF. DESTRÉE, Juge d'instruction
JCI. ELSLANDER, Procureur du Roi
B. GOETHALS, Ier substitut
G. LOBET, Doyen des juges d'instruction

Magistrat Chambre du Conseil de Bruxelles

Béatrice BEHETS-WYDEMANS

Orde van Vlaamse Balies

Paul BEKAERT, Studiedienst

Parquet Fédéral

Daniel BERNARD, Procureur Fédéral
Jean-Marc TRIGAUX
Thomas LAMIROY

Pol. Féd. DSO

Arnaud BRAEM
Sandra CASALE
Sofie DEVRIENDT
Thierry HOVERTIN
Jessica MARTIN

DSO

Sofie MORTIER
Marc SANREY

Parket Hof van Beroep te Gent

Stefaan GUENTER, Advocaat-generaal

Bur. D van het Parket Brussel

Marc HENDRICKX

Eerste Substituut Procureur des Konings te Brussel

Anne LINDEMANS



RESTREINT UE

Juge d'instruction près le tribunal de première instance de Bruxelles

Frédéric LUGENTZ

O.B.F.G. (Ordre des barreaux francophones et germanophone)

Pierre MONVILLE

André RISOPOULOS

FAST

Martin VAN STEENBRUGGE

Hof van Beroep te Brussel

Alain WINANTS



LISTE DES ABRÉVIATIONS/GLOSSAIRE DES TERMES

ACRONYMES ABBREVIATIONS TERMES	EXPLICATIONS EN FRANCAIS
GMD	Groupe multidisciplinaire "Criminalité organisée"
MAE	Mandat d'arrêt européen
SPF Justice	Service public fédéral justice
DSO	Direction de la collaboration policière opérationnelle
SIG	Section "Signalements internationaux"
Cellule AEL	Cellule "Arrestations, extraditions, localisations"
FAST	Fugitive Active Search Team
BNG	Banque nationale générale de données policières
SIS	Système d'information Schengen

RESTREINT UE

ANNEXE F

MOTIFS DE REFUS CONCERNANT LA REMISE

Références législatives (Loi du 19 décembre 2003)	Motifs	Articles correspondants de la décision-cadre
Article 4, point 1	Amnistie	Article 3, point 1)
Article 4, point 2	Jugement définitif ou condamnation déjà subie	Article 3, point 2)
Article 4, point 3	Âge de responsabilité pénale	Article 3, point 3)
Article 4, point 4 (motif obligatoire de refus)	Prescription de l'action publique	Article 4, point 4) (motif facultatif de refus)
Article 4, point 5	Droits fondamentaux consacrés par l'article 6 du traité sur l'Union européenne	Article 1 ^{er} , paragraphe 3
Article 5, paragraphe 1	Le fait ne constitue pas une infraction au regard du droit belge	Article 2, paragraphe 4
Article 5, paragraphe 4	Exclusion des faits d'avortement et d'euthanasie de la liste d'infractions soustraites au contrôle de la double incrimination	Article 2
Article 6, point 1	Jugements pendants dans l'État	Article 4, point 2)
Article 6, point 2	Décision de ne pas poursuivre	Article 4, point 3)
Article 6, point 3	Double incrimination	Article 4, point 5)
Article 6, point 4, et article 8	Nationalité ou résidence belge	Article 4, point 6), et article 5, point 3)
Article 6, point 5, a) et b)	Commission des infractions sur le territoire belge ou hors du territoire de l'État d'émission	Article 4, point 7), a) et b)
Article 7	Décisions rendues par défaut	Article 5, point 1)